

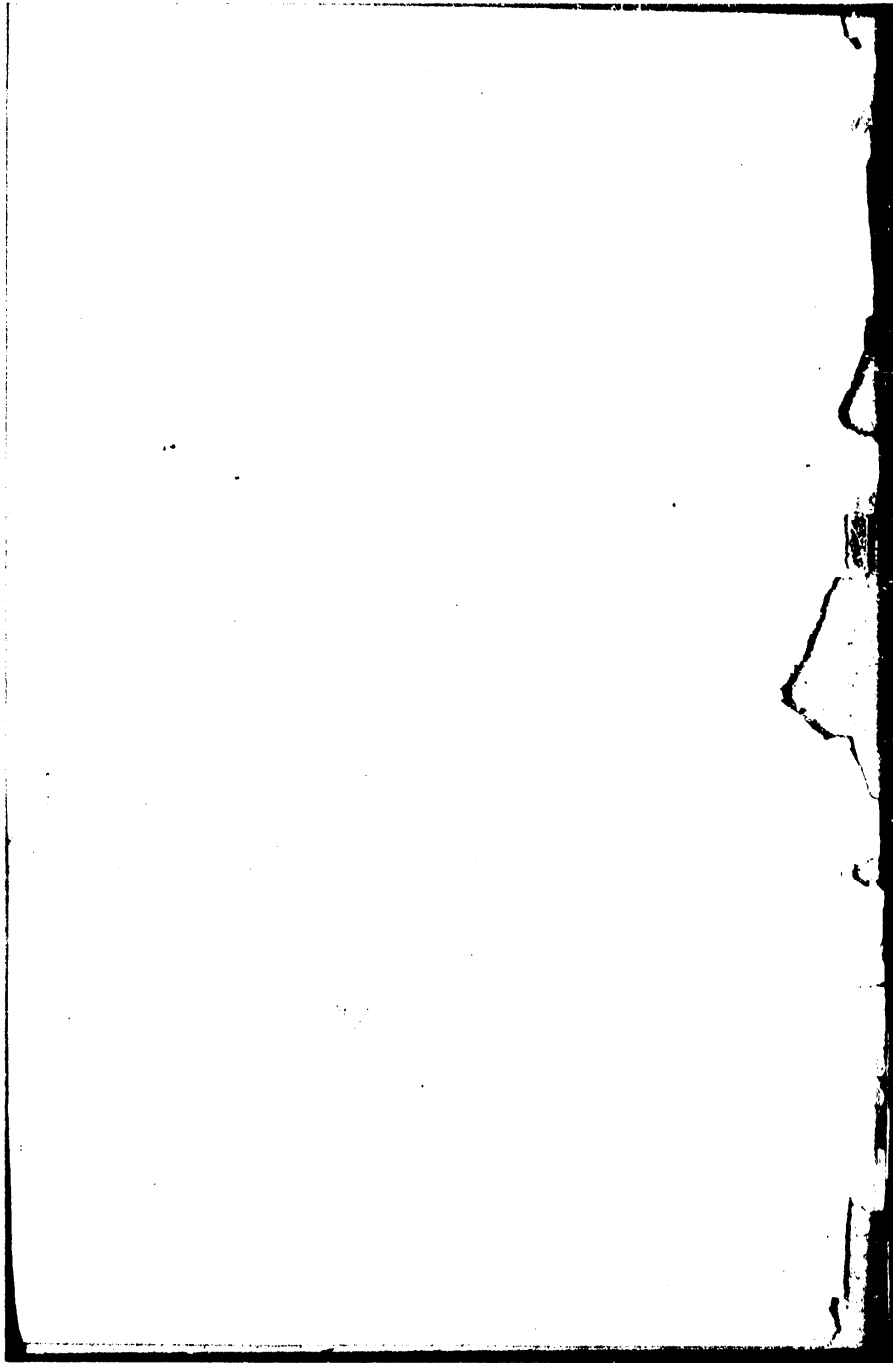
89 R  
43450

# Qu'est-ce que le Fascisme ?

LE FASCISME  
ET LA FRANCE

1935

2 francs



**QU'EST-CE QUE ?  
LE FASCISME !**



Le comité de vigilance des intellectuels, dont le bureau directeur est composé de :

Paul Rivet, professeur au Muséum, président; Alain, écrivain, et Paul Langevin, professeur au Collège de France, vice-présidents; Pierre Abraham, écrivain; Jeanne Alexandre, professeur agrégé de lycée; Michel Alexandre, professeur agrégé de lycée; Jean Baby, professeur agrégé de lycée; Albert Bayet, directeur d'études à l'école des Hautes Etudes; Biquard, ingénieur E. P. C. I.; Dominois, professeur à l'Ecole des Langues orientales; André Delmas, instituteur; Lucien Febvre, professeur au Collège de France; G. Fournier, assistant à la Faculté des Sciences de Paris; Pierre Gérôme, écrivain; Jean Guéhenno, écrivain; Lacroix, professeur agrégé de lycée; G. Lapierre, instituteur; Paul Mantoux, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers; Marquis, professeur à l'Institut national agronomique; Merat, professeur agrégé de lycée; G. Michon, docteur es-lettres et en droit, historien; F. Moch, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, ingénieur; Gustave Monod, professeur agrégé de lycée; Oppmann, avocat; M. Prenant, professeur à la Faculté des Sciences de Paris; E. Renard, économiste de lycée; Wallon, professeur à la Faculté des Lettres de Paris; Weber, professeur à l'Ecole Normale de Sévres; André Wurmser, écrivain;

Publie un bulletin bi-mensuel, *Vigilance* (abonnement 10 fr. par an), et a déjà édité les brochures suivantes :

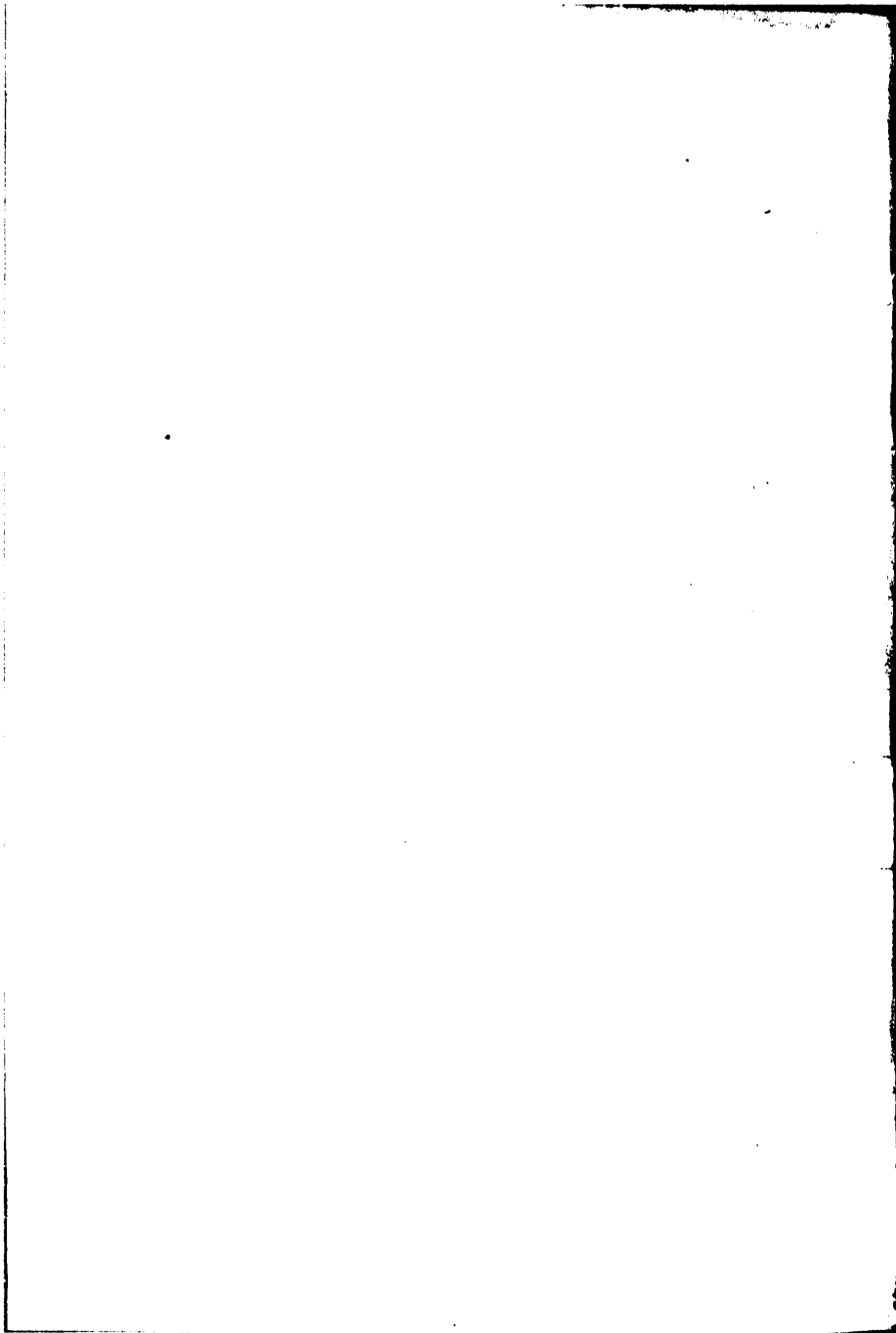
**LA JEUNESSE DEVANT LE FASCISME (épuisé);**  
**LES PRETENTIONS SOCIALES DU FASCISME;**  
**LES PUISSANCES D'ARGENT ET LE 6 FEVRIER (G. MICHON) épuisé ;**  
**LES CROIX DE FEU, LEUR CHEF, LEUR PROGRAMME;**  
**LE FASCISME ET LES PAYSANS.**

# Qu'est-ce que le Fascisme ?

LE FASCISME ET LA FRANCE



COMITÉ DE VIGILANCE DES  
INTELLECTUELS ANTIFASCISTES  
72, rue des Entrepreneurs  
A partir du 15 Juillet  
18, Boulevard Magenta  
PARIS



# **Qu'est-ce que le Fascisme ?**

## **LE FASCISME ET LA FRANCE**

*Depuis plus d'un an, le fascisme occupe, dans les soucis politiques des Français, une place chaque jour grandissante. L'idée qu'un mouvement fasciste menace les libertés démocratiques aurait naguère paru invraisemblable ; elle agite aujourd'hui les esprits. De plus en plus nettement, la vie de notre pays se ramène à une lutte pour ou contre le fascisme.*

*Contre le fascisme, les travailleurs ont fait grève le 12 février 1934 ; des comités de vigilance ou de lutte se sont créés sur tout le territoire ; de puissantes manifestations se sont produites à Paris comme en province ; on a vu se former des rassemblements sans exemple depuis le début du siècle ; enfin, aux élections municipales et cantonales qui viennent de s'achever, l'entente de partis politiques jusqu'alors profondément divisés a, dans une certaine mesure, reflété l'union des masses antifascistes.*

*Or, parmi ceux que la voix populaire désigne comme fascistes, aucun groupe important ne se reconnaît pour tel. Si M. Bucard et ses Francistes proclament leur fascisme, la Solidarité Française, les associations des Jeunesses Patriotes, des Croix de Feu et Volontaires Nationaux se défendent d'être fascistes, se déclarent républicaines ! Telle est l'affirmation de leurs chefs. Mais telle est aussi la conviction d'un grand nombre de leurs adhérents, de la majorité peut-être ! « Les Croix de Feu ne sont pas fascistes ; sinon je n'en ferais pas partie, moi qui suis républicain » — de pareils propos sont souvent tenus par des hommes dont la sincérité n'est pas douteuse. Au reste, la grande presse s'abstient*

soigneusement de mettre en doute le républicanisme des ligues que nous venons de citer.

Un grave journal comme *Le Temps* tient (ou affecte de tenir) l'idée d'un mouvement fasciste en France pour si fausse qu'elle mérite tout au plus un démenti rapide et méprisant. Quand, le 12 mai dernier, à Paris, au quartier St-Victor, M. Georges Lebeq a été battu par le professeur Rivet, après une campagne de trois jours (1) menée par toutes les gauches unies, *Le Temps* se plaignit qu'on eût « trompé... l'opinion en lui faisant entendre que la réforme et le redressement du régime équivalaient à on ne sait quel boulangisme ressuscité comme un épouvantail ».

Même pour dire qu'il n'y a pas de péril fasciste en France, le *Temps* publie écrit le mot « fascisme » et le remplace par une périphrase. Mais qu'en pensent les lecteurs de ce journal, s'ils se rappellent l'enquête qu'il a publiée sur les ligues, et où nous apprenions dès le début que « l'historien de la France contemporaine ne négligera pas plus d'étudier les ligues qu'il ne lui est permis d'ignorer le boulangisme. »

Dans cette enquête on pouvait lire encore des choses comme ceci :

« Nous voulons prendre le pouvoir ! » nous a déclaré sans détours le commandant Jean Renaud.

« Les moyens ? Il y en a deux : le légal et l'illégal. L'expé-

Notre ami Paul Rivet, professeur au Muséum, accepte d'être, dans le quartier Saint-Victor, le candidat de défense des libertés démocratiques contre les spéculateurs, les hommes de coup d'Etat et les excitateurs nationalistes.

Au nom de la République, qu'il faut défendre contre les ennemis avoués ou inavoués, au nom de la Science et de la Culture française menacées par le fascisme, nous le remercions de son dévouement.

Ferdinand Brunot, membre de l'Institut, professeur honoraire à la Faculté des Lettres ; Jacques Hadamard, membre de l'Institut, professeur au Collège de France ; Paul Langevin, membre de l'Institut, professeur au Collège de France ; Lucien Lévy-Bruhl, membre de l'Institut ; Louis Lapicque, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne ; Jean Perrin, membre de l'Institut, Prix Nobel de physique ; Georges Urbain, membre de l'Institut, directeur de l'Institut de chimie ; Irène Curie ; Frédéric Joliot ; Jean Painlevé.



rience est faite de l'inefficacité, de l'absurdité du moyen légal. »

« Nous sommes confiants parce que nous savons pouvoir compter chez nous sur plus de 250.000 patriotes... »

*Mais est-ce là du fascisme? Si pour le Temps, les grands quotidiens en général et ceux de leurs lecteurs qu'ils persuadent, le mouvement fasciste en France n'est qu'un mythe, qu'entretient la propagande intéressée des partis d'extrême-gauche — à lire d'autres publicistes, on peut se demander si le fascisme, même ailleurs qu'en France, existe, ou si ce n'est pas un simple mot impossible à définir, dénué de sens. « Qu'est-ce que le fascisme? » demande M. Gustave Hervé, goguenard. Et un journal antifasciste comme l'Œuvre éprouve quelque difficulté à lui répondre.*

*Sans doute l'Œuvre a la bonne chance de pouvoir citer M. Dorgères, chef du « Front Paysan », qui se propose de grouper en Bretagne et en Normandie 12.000 paysans « transportables à Paris en 24 heures », qui, de plus, prépare contre les percepteurs et les députés des expéditions punitives dont il fixe ainsi le détail : « purgation forcée, tatouage sur le front ou peinture tenace du mot fisc, badigeonnage du corps au goudron avec application de duvet, etc., etc. » (Et l'Œuvre pourrait ajouter qu'aux dernières élections municipales M. Dorgères est venu soutenir à Auteuil la candidature de M. Trochu, secrétaire général du « Front National », appuyé aussi par MM. Chiappe et Doumergue.) Mais l'Œuvre déclare ensuite : « Nous savons que le fascisme, en Italie, c'est le collectivisme progressif et qu'on se demande quelle différence de fait il peut y avoir entre le régime économique en Allemagne à l'heure actuelle et le régime communiste ». Or c'est là une thèse soutenue par de nombreux partisans du fascisme. Faut-il les croire?*

*Si la signification du fascisme prête à de telles incertitudes, rien d'étonnant à voir l'accusation de fascisme renvoyée d'un*

camp à l'autre. Les chefs des Croix de Feu, les journaux des ligues, la presse de droite dénoncent « le fascisme de gauche », le « fascisme rouge ».

Que penser de tout cela ? Qui se trompe et qui veut-on tromper ? Il est certain que, si le sentiment d'un péril fasciste se généralise et se renforce dans les masses démocratiques et prolétariennes de France, néanmoins la signification précise du fascisme est douteuse pour un très grand nombre d'esprits.

Or qui profite de cette obscurité, de cette ambiguïté ? L'exemple de l'Italie ou de l'Allemagne nous montre que la confusion des idées est la condition même du succès fasciste. Le fascisme se sert de toutes les jongleries verbales.

Il n'y a pas une doctrine fasciste définie et cohérente. Il y a une démagogie fasciste qui varie selon les pays et pour chaque pays selon les classes et les circonstances. Il importe peu au fascisme d'accumuler les contradictions dans sa propagande, dont l'objet est d'entraîner les mécontents dans une action aveugle, et qui s'emploie en conséquence à exciter les passions aux dépens de la raison.

Pour déterminer les caractères communs de tous les fascismes, pour découvrir le vrai visage du fascisme sous les masques divers dont il se couvre, il faut une réflexion lucide, il faut aussi des informations que nos grands journaux ne donnent pas. Pourtant, il y a des vérités qui se font jour. On sait assez généralement que Hitler n'a rien réalisé du fameux programme en 25 points qui attira tant de dupes au Parti national-socialiste. Sur Mussolini, les illusions sont beaucoup plus fréquentes : elles ont été entretenues par notre grande presse, antiallemande mais pro-fasciste. Néanmoins, dans notre brochure sur les Prétentions sociales du fascisme, nous avons pu établir que Mussolini a violé toutes ses promesses d'une façon aussi scandaleuse qu'Adolphe Hitler. Les hommes aux chemises noires, comme les hommes aux chemises

*brunes ont été trompés par leurs chefs sur l'objet du fascisme, sur les intérêts qu'il défend. Nos Croix de Feu sont trompés par des chefs qui servent comme Mussolini et comme Hitler les intérêts du grand capitalisme, mais qui, non contents de mentir sur l'objet du mouvement qu'ils dirigent, mentent aussi sur son nom même. Ils imitent servilement les fascistes étrangers, mais n'osent pas en porter le nom.*

*Oui, les Croix de Feu, les Jeunesses Patriotes, les adhérents de la Solidarité Française qui voudraient agir pour l'assainissement de la République et la grandeur de la Patrie française sont aussi dupes que l'étaient les hitlériens qui luttèrent pour créer une nouvelle Allemagne respectée et socialiste. Oui, quantité d'honnêtes gens, les uns par leurs actes, les autres par leur passivité, font le jeu du fascisme qu'il combattraient s'ils étaient mieux informés et s'ils employaient plus lucidement leur bonne volonté et leur courage.*

*Cela résulte déjà de nos publications antérieures ; nous les complétons aujourd'hui par une brochure consacrée à la définition du fascisme.*

*Pour définir le fascisme avec certitude, il suffit de déterminer les éléments communs et essentiels de l'expérience subie par les pays où triomphe le plus complètement le fascisme le plus avoué : Italie, Allemagne et aussi Autriche.*

*Pour faire apparaître avec évidence le caractère fasciste des ligues françaises et le péril qui résulte de leur action, il suffit de rapprocher l'expérience des pays voisins et les faits les plus avérés de notre vie politique contemporaine.*

## La dictature fasciste Ses caractères apparents

Le fascisme est une dictature. Cela, chacun le sait. Et beaucoup n'en veulent pas savoir davantage. Quantité de gens pensent, écrivent, raisonnent comme si, pour eux, le fascisme n'était rien de plus, ni d'autre, qu'une dictature quelconque.

Si fascisme signifiait simplement dictature, il faudrait tenir pour fasciste la dictature révolutionnaire de la Convention comme celles des Bonaparte — la dictature qui s'exerce en U.R.S.S. ou en Perse comme celle de Mussolini — et en général toutes les dictatures du passé et du présent.

Une telle conception néglige purement et simplement les caractères propres aux dictatures fascistes, tout ce qui les distingue et leur a valu leur nom. Si l'on s'y tient, il devient absolument impossible de définir le fascisme — première confusion qui permet toutes celles que nous avons signalées dans notre avant-propos, et dont le fascisme fait si bien son profit.

Pour dissiper les confusions, attachons-nous au contraire à définir les caractères propres aux dictatures fascistes, et commençons par reconnaître les plus visibles.

### Les bandes armées du fascisme

Pour s'établir et (au moins au début) pour se maintenir, la dictature fasciste utilise des bandes armées.

Recrutées dans la population civile, commandées par des hommes qui, légalement, sont de simples particuliers, ces bandes sont, pendant la lutte pour le pouvoir, l'instrument de violence d'une faction. Militairement organisées, formées et grossies de volontaire et de mercenaires, entraînées aux mobilisations rapides, elles constituent de véritables armées privées, dont l'apparition au sein des Etats modernes a été un phénomène nouveau rendu possible par la tolérance des gouvernements.

Ces bandes sont des forces « d'assaut », comme l'indique le nom qu'elles ont reçu en Allemagne. Mais leur rôle essentiel est de parade et d'intimidation. Elles sont destinées à faire impression sur les hésitants et surtout à peser sur les gouvernants qui, après les avoir tolérées les subissent, et font de leurs menaces un prétexte à des concessions nouvelles. Leurs violences restant impunies alors que leurs adversaires étaient frappés, les bandes du fascisme ont pu, en Italie et en Allemagne, accomplir leur besogne terroriste jusqu'au jour où le pouvoir fut livré à leurs chefs.

Une fois le pouvoir conquis, les bandes armées du fascisme reçoivent l'investiture légale ; elles constituent une force répressive officielle et permanente qui s'ajoute à celles de l'armée et de la police pour maintenir l'ordre de la dictature fasciste aux frais de la collectivité.

Les rapports de cette police supplémentaire avec l'armée peuvent d'ailleurs constituer ensuite une des difficultés du régime ; on l'a vu en Allemagne.

### L'étiquette du régime

Que le chef nominal de l'Etat soit un roi, comme en Italie (ou comme en Espagne au temps de Primo de Rivera), ou un président de la République, comme en Allemagne tant que Hindenburg a vécu, cela importe très peu au fascisme, pourvu que sa dictature n'en soit pas gênée. L'étiquette du régime est indifférente aux fascistes, et ils ont même eu intérêt à la conserver, partout où ils ont vaincu, parce qu'ils évitaient ainsi de choquer des intérêts encore puissants, ou même des sentiments encore vivaces. Mais cela ne les a pas empêchés de s'emparer de la totalité du pouvoir.

### Dictature absolue

La dictature fasciste supprime toutes les libertés ; elle enlève aux individus toute possibilité légale d'exprimer librement leur opinion. Les libertés de réunion, d'association sont anéanties. Il n'est plus question de liberté d'enseignement, ni de liberté de la presse.

Ces libertés ne sont respectées par aucune dictature. Mais la dictature fasciste se caractérise par une technique perfectionnée de l'oppression, complète, méthodique et implacable.

Dans les premiers temps de la dictature, les coups et le meurtre, la terreur sont les principaux moyens d'asservissement. Mais les moyens légaux se développent rapidement, toujours sanctionnés d'ailleurs par une répression ignoble.

La dictature fasciste s'organise en « Etat totalitaire », c'est-à-dire qu'elle prétend gouverner toutes les formes d'activité collective ou individuelle. « Ni individus ni groupes en dehors de l'Etat », ordonne Mussolini. « L'Etat fasciste, dit-il encore, c'est l'absolu, l'âme de l'âme. » L'individu ne doit plus être qu'un instrument de l'Etat ; les seules associations légales sont dirigées par des agents de l'Etat fasciste.

Non seulement la vie civique de l'individu est réduite aux gestes que l'Etat exige, mais encore dans sa vie professionnelle, familiale, privée, il est tenu par l'Etat et soumis à la surveillance policière la plus étroite.

### Dictature permanente

Mussolini proclame que le fascisme est la forme politique du xx<sup>e</sup> siècle ; Hitler, que le régime national-socialiste durera mille ans. Sous des formes diverses, ils expriment leur volonté commune d'établir une dictature permanente.

L'histoire a connu des dictatures temporaires destinées à faire face à un danger pressant, et à disparaître après l'avoir conjuré. Beaucoup de ceux qui ont accepté l'institution du fascisme en Italie ou en Allemagne attendaient une dictature de cette sorte. L'histoire a connu aussi des dictatures révolutionnaires, liquidant un ordre ancien et créant un nouvel ordre constitutionnel qui devait les remplacer elles-mêmes. La plupart des artisans du fascisme voulaient qu'il fût une dictature de cette sorte.

Mais la réalité fasciste n'a été conforme ni à cette attente ni à ces espérances. Pour le fascisme, le pouvoir dictatorial n'est pas un moyen mais une fin. L'Etat fasciste emploie sa puissance

à fortifier sa propre domination. La dictature fasciste a pour objet essentiel de se perpétuer elle-même.

Le fascisme n'est pas une dictature qui se veuille transitoire, une dictature révolutionnaire ; c'est un système d'oppression que les oppresseurs veulent rendre définitif.

### Nationalisme et militarisme

Mussolini proclame que « la guerre seule porte au maximum de tension les énergies humaines et imprime une marque de noblesse aux peuples qui ont le courage de l'affronter ». Ou bien « la nation italienne doit être militaire, militariste, guerrière ». On pourrait multiplier les citations de ce genre.

Certes, le fascisme n'a pas l'exclusivité du nationalisme — mais le sien s'impose, sous peine des sanctions les plus sévères, à tous les citoyens asservis.

Dans les autres pays d'Occident, la grande presse se dépense en excitations auxquelles les Pouvoirs publics sont d'ordinaire complaisants, et le chauvinisme tend à devenir de règle. Dans les pays fascistes, il est la loi absolue, édictée par l'Etat, appliquée tous les jours par une presse unanime, prêchée et enseignée d'un bout à l'autre du pays, investie d'une dignité sacro-sainte.

Le nationalisme fasciste n'est pas seulement emphatique et fanatique, il est aussi officiel, c'est la doctrine même de l'Etat. Et puisque celui-ci n'admet aucune critique, aucune résistance, puisqu'il veut que tout se passe comme si les volontés individuelles se confondaient avec la sienne, il faut que nationalisme et militarisme soient manifestés à chaque instant et s'imposent sans cesse à chaque homme, comme une obsession.

Le fascisme ne se contente pas de multiplier les cérémonies militaires, les parades, les défilés, les discours, ni de pratiquer quotidiennement la mise au pas et la marche au pas. C'est sur le type militaire que se modèlent toutes les organisations créées par lui. Le fascisme est un immense système d'embrigadement. Il tend à mobiliser toute la population civile, à supprimer le

caractère civil de la population en militarisant les adultes et les enfants.

La vie fasciste, c'est la vie caporalisée ; le régime fasciste, c'est celui de la caserne.

Ce caractère de la dictature fasciste est si constant et si important que beaucoup d'entre nous y voient l'essentiel du fascisme. Pour Alain, le fascisme c'est surtout l'établissement en pleine paix du régime disciplinaire dont les colonels en retraite gardent depuis 1918 la nostalgie. Car « ils se souviennent qu'en quelques nuits, je dirais même en quelques jours, s'est établi sur le citoyen le despotisme le plus absolu, avec droit d'injures et droit de punir de mort un simple rire... Soudainement la nation s'est trouvée partagée en deux classes : d'un côté les maîtres qui s'admiraient imperturbablement, de l'autre les esclaves, dont l'opinion n'intéressait personne et qui comptaient moins que les chevaux et les mules...

« Or maintenant que nous sommes revenus aux méthodes de la paix, je remarque qu'il y a un certain nombre d'hommes qui sont inconsolables de n'avoir plus ce pouvoir quasi sacerdotal qui s'étendait jusqu'aux pensées...

« A vous d'examiner. Si c'est la formation militaire (Une ! Deux !) que vous voulez, vous l'aurez ; et vous serez bien surpris de voir que la fin première d'un pouvoir fort c'est de se conserver lui-même... » (Alain, Message à la Jeunesse. *Europe*, 15 juin 1934.)

Nous n'ignorons pas que ce système trouve de nombreux admirateurs, même parmi ceux qui se piquent d'impartialité. On entend dire par exemple que (« Quelque opinion politique qu'on ait... ») ou « Même si Mussolini a échoué dans le domaine économique... » « Il faut reconnaître que Mussolini a forgé une âme nationale à l'Italie », etc., etc. La question de savoir si le fascisme sert vraiment la grandeur du pays où il s'installe trouvera sa réponse au cours de cette étude. Mais notons sans attendre qu'il faut beaucoup de légèreté ou bien un mépris foncier de l'homme et de la patrie pour croire que la force d'un pays puisse être créée par cette fabrication du patriotisme en série, cette exal-



tation permanente, gesticulante et commandée, cet enthousiasme sous peine d'amende qu'a institués Mussolini.

Quant à la surexcitation que l'hitlérisme entretient en Allemagne, on peut craindre qu'elle finisse par provoquer une effroyable aventure.

### Le dictateur

En apparence au moins, le détenteur du pouvoir absolu et permanent de la dictature fasciste, le premier objet du culte obligatoire qu'elle institue, c'est l'homme providentiel, le chef « Duce » ou « Führer », en qui s'incarne la toute-puissance de l'Etat divinisé.

En son honneur se développe une immense phraséologie sur le respect du chef, l'obéissance aveugle, le dévouement sans limites qui lui sont dus. Ces grands mots s'inscrivent sur la façade d'honneur et de vertu que se fait le régime. Mais la réalité crapuleuse qu'elle doit cacher s'est révélée soudain lors du meurtre de Matteoti, et le 30 juin 1934 en Allemagne.

### Le parti

Pourtant le fascisme est autre chose qu'une tyrannie individuelle : en Autriche, le demi-dieu fait défaut — le chef des légions fascistes, prince Stahremberg, est d'une médiocrité telle qu'on n'a pu lui confier ce rôle. D'autre part et plus généralement le parti fasciste, seul parti légal, exerce le pouvoir politique sous les ordres du dictateur, qui a été son chef avant d'être le maître du pays, et qui le reste ensuite.

D'après Mussolini « *le parti est une armée, c'est un ordre ; on y entre pour servir et pour obéir* ». Le parti groupe aussi, plus prosaïquement, tous les bénéficiaires du régime, des plus gros prébendiers aux plus humbles mercenaires. Et les offices de placement assurent du travail par préférence à ceux qui portent la chemise du parti — privilège énorme dans des pays où règne le chômage.

Qu'il soit intégré à l'Etat ou qu'il en reste à demi-distinct,

l'appareil administratif du parti fasciste vient se surajouter à l'administration qui existait antérieurement. L'Etat fasciste combine (d'une façon fort coûteuse) deux bureaucraties : celle d'un Etat faible et vaincu, et celle du parti qui s'installe au pouvoir.

Ce caractère très particulier est l'un de ceux qui différencient la dictature fasciste des dictatures bonapartistes qui ne doublèrent pas l'administration de l'Etat par celle d'un parti. Et l'on voit que même sur ce point où le régime fasciste semble au premier abord présenter une similitude avec le régime soviétique, il en diffère profondément, puisque les Soviets ont détruit l'appareil administratif de l'Etat des Tsars auquel ils ont succédé.

Dès maintenant nous savons que le fascisme est *la forme la plus brutale et la plus méthodique de la dictature réactionnaire*. C'est pourquoi il est juste de dire que « sous les formes nouvelles de fascisme et d'antifascisme, ce sont les éternelles idées de liberté et de tyrannie, d'égalité et de privilèges, de fraternité et de chauvinisme qui sont aux prises ». C'est pourquoi encore, les « gauches », les partis et les hommes qui s'opposent à la réaction sont nécessairement antifascistes. Il ne peut y avoir de « fascisme de gauche ». Combattre la gauche c'est exercer une certaine action politique, mais parler de « fascisme de gauche » c'est commettre une absurdité. Un fasciste qui joue à l'homme de gauche est un démagogue. Un homme de gauche qui se met à servir le fascisme est un traître.

Mais nous avons pu comprendre aussi que le fascisme ce n'est pas seulement une dictature réactionnaire plus violente et plus absolue que toute autre. C'est une dictature qui présente des caractères spécifiques nouveaux. Il faut donc essayer de comprendre leurs rapports avec les conditions particulières à notre époque.

Est-ce que le dictateur et le parti fasciste sont bien les maîtres de l'Etat où ils semblent régner ? Quels intérêts servent-ils ; qui donc avait besoin de leur dictature et à qui profite-t-elle ?

Nous répondons que la dictature fasciste s'instaure et s'exerce au profit des puissances d'argent. Nous allons le prouver.

## Les conditions d'un mouvement fasciste

### Crise économique

Quand Hitler et Dollfuss parvinrent à la dictature, la crise économique commencée en 1929 sévissait avec violence ; la crise d'après-guerre s'apaisait au contraire, quand Mussolini occupa Rome. Mais qu'il s'agisse de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Autriche, le fascisme a pris force au cours d'une crise économique terrible.

Les maux d'une telle crise, chacun sait aujourd'hui ce qu'ils sont : mévente des produits qui s'entassent dans les magasins et dans les granges — chômage, faillites multipliées — pour les jeunes, pas de places, l'avenir barré — pour la petite bourgeoisie, une gêne qui confine bientôt à la misère — des millions d'hommes atteints dans leur situation et leurs espoirs, leur gagne-pain et celui de leur famille — l'anxiété partout.

Or le fascisme a composé son parti et ses troupes d'hommes frappés, désespérés ou menacés par la crise.

Il faudrait être bien méprisant des réalités humaines les plus élémentaires pour négliger de tels faits. Nous les jugeons, quant à nous, si importants, qu'il nous paraît impossible de rien comprendre au fascisme, si l'on ne comprend pas les phénomènes économiques contemporains.

### Caractères des crises génératrices de fascisme

Les crises ne sont pas une nouveauté. Depuis le début du XIX siècle, l'Europe et l'Amérique ont été secouées par des crises économiques très graves. Cependant, il n'était pas question de fascisme. Avec des à coups et des réactions, malgré des résistances très puissantes, c'est dans l'ensemble la démocratie qui progressait dans le monde, en même temps que se développait le régime capitaliste. La crise de 1847, par exemple, a été suivie en France d'une



révolution pour le suffrage universel, et dans toute l'Europe de mouvements démocratiques.

Les crises économiques du XIX<sup>e</sup> siècle ne faisaient qu'interrompre momentanément l'expansion d'un capitalisme vigoureux. Les crises économiques d'après-guerre bouleversent le capitalisme déclinant et chancelant.

Le capitalisme du XX<sup>e</sup> siècle exploite fiévreusement, sous le régime de la libre concurrence, les inventions nouvelles et les terres vierges, dont il tire des profits sans cesse accrus.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle déjà les conquêtes coloniales s'achèvent, la libre concurrence se restreint, des monopoles de fait se constituent au profit d'industriels et de financiers, formant des groupes rivaux sur le marché international. Leurs domaines économiques respectifs, cernés de barrières douanières, ne leur suffisent point. Leurs impérialismes s'affrontent dans la guerre.

Après la guerre, il n'y a plus ou presque plus de terres nouvelles à coloniser. La Russie, qui était autrefois sous la dépendance économique de l'Europe occidentale et que Poincaré croyait encore en 1921 incapable de s'émanciper, a soustrait un sixième du monde à la domination capitaliste. Tous les jeunes États se sont créés une industrie et la protègent par des douanes. Partout s'élèvent de nouveaux obstacles au trafic des marchandises. Alors que la capacité technique de production s'est énormément développée, les débouchés manquent. La preuve la plus frappante du déclin capitaliste, c'est que les inventions nouvelles, qui sont à l'origine de tout l'essor économique antérieur, sont maintenant redoutées. On voit de grandes sociétés acheter des brevets nouveaux, non pour les exploiter, mais pour empêcher leur mise en exploitation. Des hommes d'État, des financiers, des journalistes et des écrivains condamnent la science. Partout les capitalistes arrêtent ou ralentissent leurs machines en service.

Le capitalisme après avoir épuisé les possibilités d'expansion que lui réservait la colonisation du monde, après avoir restreint jusqu'à l'annuler presque, la libre concurrence sur laquelle il était fondé, s'en prend au premier principe de son développement : le progrès scientifique et technique.

### Les puissances d'argent devant la crise

Les crises économiques d'autrefois fortifiaient, dans l'ensemble, le grand capitalisme. En effet, les entreprises les plus vigoureuses sortaient de la crise avec une puissance accrue par la ruine de leurs concurrents, éliminés ou absorbés. La crise hâtait ou accroissait la « concentration des capitaux ». Par ce mécanisme — et en raison des avantages de la production en grand — se forma la classe des industriels et des financiers qui, avant la guerre, travaillaient dans chacun des grands pays capitalistes à se grouper en cartels et en trusts, monopolisant en fait les industries principales, pour fixer librement les prix, sur le marché intérieur au moins. Cette classe, par son influence politique, tendait à devenir une oligarchie, et par la transmission héréditaire des fortunes, une féodalité.

Les crises économiques génératrices de fascisme évincent comme celles d'autrefois les entreprises les plus faibles. Mais, tout au contraire d'autrefois, les entreprises les plus fortes ne parviennent plus à s'élever sur les ruines de leurs concurrents, leurs propres affaires périssent. La part des trusts dans la production totale, dans le commerce total augmente encore. Mais la production totale diminue, le commerce s'annihile.

Comment se pose donc le problème — le problème immédiat, celui de la faillite à éviter, des profits à conserver — pour les administrateurs tout puissants des grandes sociétés ? Les prix baissent, les marchés se ferment — il faut réduire les charges de l'entreprise, abaisser les prix de revient. Ces résultats sont poursuivis par tous les moyens. Les dévaluations monétaires, les faillites nationales auxquelles nous avons assisté depuis la guerre sont des procédés de réduction des charges du grand capitalisme aux dépens de l'épargne. Procédés dangereux, ruineux pour les classes moyennes, employés seulement en dernier ressort. Partout au contraire, et dès le début de la crise, les capitalistes s'emploient à en rejeter la charge sur la classe ouvrière par des diminutions de salaires, des suppressions d'emplois, une augmentation du rendement. Mais si l'effort des capitalistes se porte immédiatement sur ceux qui sont soumis à l'exploitation la plus directe — les ouvriers, par contre, ont acquis, grâce à leur organisation, une réelle capacité de résistance.

## Pourquoi les grands capitalistes ont besoin du fascisme

Voici donc que les crises aiguës de notre époque aggravent le conflit social au point que les grands capitalistes ont besoin de détruire les organisations ouvrières qu'ils avaient pu supporter pendant la période de croissance. Ils ont besoin d'un Etat qui soit une force destructive de l'organisation ouvrière, qui supprime toute organisation ouvrière indépendante : l'Etat fasciste.

D'autre part, quand la crise se prolonge et s'approfondit, il arrive un moment où elle oblige les grands capitalistes à vouloir que l'Etat intervienne pour « organiser la production », « diriger l'économie », dans l'intérêt du grand capitalisme, bien entendu. En effet, la crise tend à désagréger les ententes, les cartels par lesquels étaient assurés les monopoles le fait, alors qu'au contraire les magnats de l'industrie et de la finance ont besoin, devant les difficultés accrues, de supprimer plus complètement la concurrence. En Allemagne, ce phénomène s'est produit avant, en Italie après l'instauration du fascisme : les grands capitalistes ont eu besoin d'imposer la cartellisation des industries, d'éliminer les gêneurs par voie administrative, de briser les résistances des moyens et petits producteurs récalcitrants : fonction assurée par l'Etat fasciste.

Ainsi les crises économiques d'après-guerre, ou plutôt le profond déclin de l'économie capitaliste, modifient complètement les exigences du grand capitalisme à l'égard de l'Etat. Car, pendant les périodes de croissance, les puissances d'argent demandaient surtout à l'Etat de les laisser libres — libres d'écraser les concurrents plus faibles, libres d'accaparer le marché. A mesure que les difficultés s'accroissent, les puissances d'argent demandent le concours de l'Etat sous des formes diverses : protection douanière, commandes d'armements, subsides, etc... Et par la puissance que leur donne la possession financière des grands journaux, par l'influence qu'elles exercent sur la haute administration, l'Etat dit « libéral » satisfait largement leurs besoins. Mais quand ces besoins deviennent constants et immenses, quand la force économique du grand capitalisme est trop ébranlée pour qu'il puisse encore se soutenir même avec des concours et des subsides épiso-

diques, les puissances d'argent ont besoin d'un Etat qui leur prête un concours permanent, organique : l'Etat fasciste (1).

*Mais surtout les puissances d'argent ont besoin de l'Etat fasciste parce qu'il punit ceux qui protestent, parce qu'il mâle les mécontents.*

### La résistance aux capitalistes La contradiction du capitalisme

En rejetant la charge de la crise sur les autres classes sociales, c'est-à-dire en réduisant le prolétariat à des salaires de plus en plus misérables, et en ruinant les classes moyennes par des banqueroutes légalisées, les grands capitalistes peuvent bien défendre et améliorer leur situation, mais ils aggravent la crise profonde du capitalisme, parce qu'ils diminuent le pouvoir d'achat des masses.

Ils aggravent la contradiction qui existe entre la capacité de production de notre époque industrielle et ce pouvoir d'achat des masses, lequel limite non les besoins, mais les possibilités de consommation.

Cette contradiction est aussi ancienne que les crises elles-mêmes, mais elle devient plus aiguë au fur et à mesure de la concentration des capitaux, le pouvoir d'achat étant détenu par un nombre d'individus de plus en plus petit. On assiste donc à un rétrécissement social et économique du marché, et il ne peut plus être compensé aujourd'hui par une extension géographique.

Les prix baissant, les capitalistes pour conserver ou accroître encore leur part de profit, abaissent les salaires ; ils les abaissent aussi pour lutter sur les marchés extérieurs où un pays capitaliste est d'autant plus fort que ses ouvriers sont plus misérables, comme le montre l'exemple célèbre du Japon. A l'intérieur même d'un

(1) • C'est le moment où le capitalisme en difficultés se jette dans les bras de l'Etat.

• C'est alors que l'intervention de l'Etat prend sa naissance pour devenir de plus en plus nécessaire. •

Cet aveu dénué d'artifice se trouve dans le discours de Mussolini au Conseil des Corporations le 14 novembre 1933.

Pour être tout à fait exact, Mussolini aurait dû dire : « C'est alors que l'intervention de l'Etat devient permanente parce qu'elle est de plus en plus nécessaire aux magnats du capitalisme. »

pays capitaliste donné, l'industrie se déplace vers les régions où la main-d'œuvre est la moins chère, phénomène très sensible aux États-Unis. L'histoire économique de tous les pays depuis les débuts du capitalisme prouve que l'effort constant des capitalistes est de réduire la part des ouvriers dans le produit de leur travail. Il n'y a d'exception pour aucun pays, pour aucune période — les hauts salaires américains sont une légende. Le salaire réel de l'ouvrier américain n'a pas bougé de 1889 à 1914, et de 1914 à 1929, il s'est élevé beaucoup moins vite que la production. Même à l'époque de la grande « prospérité » et du « fordisme » — « le salaire des ouvriers diminuait en valeur relative, en ce sens qu'il représentait une part sans cesse décroissante du produit social... Les salaires qui représentaient avant la guerre 58 % du revenu national n'en représentaient plus que 46 % en 1924 » (André Philip). De 1923 à 1929, la production américaine a augmenté de 20 %, la masse des salaires industriels de 6 %. En même temps, le total des revenus supérieurs à \$ 150.000 doublait.

Les paradoxes auxquels aboutit ce système fournissent à une foule de discoureurs des sujets de dissertations brillantes, mais sont cruellement ressentis par les travailleurs. Le charbon reste sur le carreau de la mine, mais le mineur n'a pas de quoi se chauffer, les étoffes restent dans les vitrines des magasins, mais le tisserand n'a pas de quoi acheter une chemise à ses enfants ; il y a trop de maisons vides, mais le maçon loge avec les siens dans un taudis. Il y a dans les grands pays capitalistes trente millions de chômeurs sous-alimentés, mais le blé pourrit dans les silos.

La grande presse a beau exercer sa fonction quotidienne de tromperie et d'abrutissement, cette contradiction effroyable s'impose aux esprits. Une révolte grandit dans les masses, contre le système capitaliste, qui aboutit à de telles monstruosité, contre les grands qui en profitent. Cette révolte se dessine dans toutes les classes de la population, mais elle est particulièrement nette dans la classe ouvrière habituée à la résistance et organisée pour elle.

Or, à partir du moment où la conscience anticapitaliste des masses se développe, les puissances d'argent ont le choix entre leur ruine et l'instauration du fascisme. Le fascisme devient pour



elles une nécessité absolue. Aussi longtemps qu'elles ne sont pas menacées par l'indignation du peuple, elles essayent de rester maîtresses de la situation par les moyens traditionnels : de pression, de division, de corruption, employés avec plus de vigueur, sans pourtant faire les frais et courir les risques de l'aventure fasciste. Mais du moment qu'elles sont menacées par un commencement de révolte des masses, qui doit s'accroître à mesure que la crise se prolonge, elles ont les plus grandes chances d'être perdues, si elles ne savent pas elles-mêmes profiter du mécontentement général pour instaurer un régime qui interdise à l'avenir l'expression du mécontentement : le régime fasciste.

La lutte est ouverte pour la destruction ou la conservation des privilèges sociaux et économiques.

### Exemples concrets

Pour illustrer d'exemples concrets les idées qui précèdent on a l'embaras du choix. Nous en donnons seulement quelques-uns, empruntés à l'histoire de l'Allemagne, pour ne pas allonger exagérément cette brochure.

« Les 300 financiers qui, aujourd'hui, gouvernent l'Allemagne se réduiront peu à peu à 50, 25 ou moins encore », déclarait en 1914 la grande revue « Die Bank » (p. 426). Ces financiers étaient associés aux industriels, maîtres des trusts de l'électricité, de l'acier, du charbon. Avec les nobles propriétaires terriens, les hobereaux de Prusse (qui fournissaient les cadres de l'armée), avec les hauts fonctionnaires (dont la maison Krupp et la Deutsche Bank pouvaient payer les services par des prébendes quand ils quittaient le service public), avec les grands journaux achetés par eux, ils constituaient la caste conservatrice et impérialiste à la tête des affaires économiques et politiques.

Donc, dès avant la guerre en Allemagne, concentration industrielle et financière très poussée, constitution d'une oligarchie capitaliste. On sait où elle mena le pays.

Cette oligarchie puissante, habituée à gouverner pour son profit exclusif, fit face à la crise d'après-guerre avec un égoïsme implacable et sans limites.

Par l'exportation systématique de ses capitaux, elle fraudait le fisc et contribua à l'inflation qui favorisait ses exportations de marchandises — mais qui ruinait les classes moyennes et avilissait les salaires ouvriers.

Après la stabilisation du mark, l'exploitation du travail prit d'autres formes : subsides de l'Etat aux hobereaux ; et pour les industriels, la « rationalisation » qui diminua le nombre des ouvriers employés à l'usine ainsi que la part perçue par chaque ouvrier sur le produit de son travail. Enfin appel illimité à l'épargne mondiale, drainée vers l'Allemagne avec l'aide des grandes banques étrangères qui gagnaient à l'opération d'importants courtages.

Plus directement menacée que l'oligarchie économique des pays vainqueurs, celle de l'Allemagne, à force de brutalité cynique, avait réussi à se débarrasser du fardeau de la crise d'après-guerre. Mais le peuple allemand avait chèrement payé cette victoire économique de ses magnats. Et quand éclata la crise de 1929, la situation parut vite intenable : l'immense majorité de la population était « prolétarisée ».

Ferdinand Fried, sympathisant du national-socialisme, a donné dans son livre sur « la Fin du capitalisme », un tableau de l'oligarchie financière avant le triomphe de Hitler. Ses chiffres, s'ils ne sont pas rigoureusement exacts, ont une valeur indicative certaine. A propos des statistiques officielles qui assignaient à chaque Allemand une fortune moyenne de 1.000 marks, l'auteur rappelait l'anecdote des deux amis dont l'un mange deux côtelettes et après son repas, dit à l'autre qui a jeûné: « Vois-tu, nous avons mangé chacun une côtelette en moyenne ». « En réalité, écrivait Fried, les 64 milliards de notre fortune sont partagés entre 2 millions et demi d'hommes, tandis que 61 millions et demi d'individus ne possèdent rien. » Parmi ceux qui possèdent quelque chose, l'immense majorité est pauvre. 79.000 hommes se partagent un tiers de la fortune totale de l'Allemagne et 110 familles se partagent 3 milliards et demi de marks (21 milliards 1/2 de francs).

Le problème, pour cette infime minorité, était de conserver ses richesses et de maintenir sa puissance ; et pour cela elle devait faire payer à d'autres les frais de la nouvelle crise en supprimant

toutes les garanties de salaires, toutes les lois sociales précédemment conquises par les ouvriers. Enfin, c'était une nécessité absolue pour cette oligarchie, une question de vie ou de mort, que d'empêcher l'union contre elle des masses exploitées par elle, du prolétariat et de la petite et moyenne bourgeoisie prolétarisée. C'est à cette triple tâche qu'allait servir le parti national-socialiste.

Palme Dutt, dans son livre « Fascisme et Révolution sociale » (1) reproduit un document frappant à ce sujet. C'est un article publié dans les numéros des 16 et 20 septembre 1932 des « Deutsche Führerbriefe » (bulletin confidentiel du haut capitalisme allemand) et intitulé : « La Reconsolidation sociale du capitalisme ». On y peut lire que « le problème de la consolidation du régime bourgeois en Allemagne après la guerre est, d'une façon générale, déterminé par le fait que la bourgeoisie dirigeante qui a le contrôle de l'économie nationale (c'est-à-dire la caste du haut capitalisme) est devenue trop peu nombreuse pour maintenir sa loi à elle seule ». Au moment où cette minorité doit supprimer toutes les lois de protection ouvrière ou disparaître elle-même, « le seul moyen possible... est de briser la classe ouvrière par des moyens nouveaux et plus directs (que ceux d'autrefois). C'est ici que résident les possibilités positives et les devoirs du national-socialisme. »

Les vieux moyens de domination du grand capitalisme étaient usés. Certes, les sociaux-démocrates avaient été des collaborateurs fidèles et même serviles (2), mais ils s'étaient discrédités. Certes, les gouvernements avaient multiplié les subventions aux hobereaux prussiens, renfloué les banques, réduit les salaires au gré des industriels — mais tout de même, leur appui, comme leur autorité, étaient précaires; on le vit bien le jour où Brüning proposa à Hindenburg l'expropriation des hobereaux qui coûtaient le plus cher au trésor, le jour où von Schleicher voulut enquêter sur l'immense scandale de l'« Osthilfe »... Les partis de réaction étaient de bons et loyaux serviteurs, mais sans influence directe sur les masses, comme le montrait constamment le résultat des

(1) Les tendances de son livre sont nettement communistes. Mais sa documentation est objective et forte.

(2) Cf. Le livre du Comte Sforza : « Les frères ennemis. »

élections. A une situation et à des périls nouveaux, les magnats devaient faire face par des moyens de domination plus violents et plus démagogiques.

Le rôle du mouvement fasciste est d'exploiter au profit de l'oligarchie capitaliste les maux dont elle est elle-même responsable — de tourner contre ses adversaires la colère des masses appauvries et trompées par elle — de transformer les victimes de la crise en serviteurs inconscients et fanatiques des bénéficiaires de leur détresse.

## La montée au pouvoir

Comment la manœuvre du capitalisme a-t-elle pu réussir ? Comment l'oligarchie financière et industrielle a-t-elle pu exploiter, à son profit, le mécontentement des foules qu'elle-même avait ruinées ?

Pour répondre à cette question, il faut analyser la **démagogie fasciste** — rappeler à qui elle s'est adressée — quels thèmes **elle a** employés et surtout quels soutiens elle a reçus.

### A qui s'adresse la démagogie fascisme

La propagande fasciste s'est adressée à toutes les classes **sociales**. Elle a tout promis à tous, avec une prodigalité sans réserve. Mais ses plus grands efforts ont été employés à entraîner la **petite bourgeoisie**.

Réduits en fait à une condition comparable à celle des ouvriers, les **petits bourgeois prolétarisés** allaient-ils se joindre aux prolétaires contre l'oligarchie économique responsable de leur **misère commune** ? Allaient-ils au contraire rester soumis à l'influence idéologique de cette oligarchie et de sa presse ? L'issue de la lutte dépendait, dans une large mesure, de ce choix. En Italie et plus encore en Allemagne, il a été favorable au fascisme. Exaspérée par la crise, qui non seulement la ruinait, mais encore avilissait sa conditions sociale — ne renonçant pas au vieil espoir de s'élever dans les rangs de la bourgeoisie — différente encore des ouvriers par le costume et les traditions, par la mentalité, la **petite bourgeoisie italienne et allemande** fournissait évidemment au fascisme un terrain très favorable, dont il sut tirer un excellent parti, nous allons voir comment.

Cela ne signifie nullement que le fascisme soit, comme on l'a dit souvent, un mouvement autonome des classes moyennes. C'est un mouvement qui a entraîné, contre ses propres intérêts, la **petite bourgeoisie exaspérée** — un mouvement par lequel la **petite bourgeoisie s'est mise inconsciemment au service du grand capitalisme**,

qui tenait les leviers de commande, fournissait les fonds, et a recueilli les bénéfices.

Le fascisme n'est pas davantage un mouvement autonome de la jeunesse, quoique beaucoup de jeunes aient été entraînés dans un parti qui faisait appel à leur générosité, à leur dévouement et qui les a menés à la servitude.

Le fascisme n'est pas davantage un mouvement autonome des anciens combattants, bien que sa propagande ait, en Italie, en Allemagne, largement réussi parmi eux — nous allons voir pour quels motifs.

## Les thèmes de la démagogie fasciste

### Contre la démocratie

Nul n'ignore les attaques auxquelles se livre, dans tous les pays, la propagande fasciste contre la démocratie parlementaire.

Il faut comprendre les avantages que le fascisme et les puissances d'argent trouvent dans cette propagande à la fois facile, grossière et perfide.

Le régime parlementaire, tel qu'il fonctionne dans la plupart des pays d'Occident, a des défauts et des vices apparents, connus, et depuis longtemps exploités par la grande presse, qui a favorisé, de longue date, dans bien des milieux, une sentimentalité anti-parlementaire. En temps de crise, persuader à des masses souffrantes et anxieuses que le Parlement est responsable de leurs maux, faire grossir le mépris et la haine contre les députés, c'est un jeu tout indiqué pour les démagogues. « Les mensonges des programmes politiques, les bavardages interminables, les conflits sordides d'intérêts privés, les trafics d'influence, la corruption » dont la vie parlementaire donne trop d'exemples, ont fourni un thème excellent aux diatribes de Mussolini et d'Hitler.

Mais une critique sérieuse de la démocratie parlementaire ne se bornerait pas à des violences, elle rechercherait les causes des maux qu'elle dénonce. Elle devrait montrer à quel point les interventions constantes des puissances d'argent troublent le fonction-

nement théorique de la démocratie, comment leur mainmise sur les journaux annule pratiquement, dans une mesure sans cesse croissante, la liberté de la presse, comment, par les influences, par la corruption déguisée ou simplement par les pots de vin, la volonté des masses, quand elle s'est exprimée, peut être enrayée. Une critique sérieuse montrerait qu'il n'existe pas de démocratie réelle quand une poignée d'hommes détient le moyen d'existence de millions d'hommes, théoriquement libres, mais soumis en fait à une sujétion étroite par la nécessité de gagner leur vie et celle de leurs enfants au service des grandes entreprises capitalistes. En revanche, cette critique devrait reconnaître que, malgré tout, le suffrage universel, dont l'institution a été une si grande victoire pour le peuple, oppose un obstacle à l'oligarchie financière, lui impose une gêne et fait peser sur elle une menace dont elle atteste l'existence par les efforts qu'elle fait pour s'en débarrasser.

Mais la propagande fasciste travaille précisément à détruire toutes les forces susceptibles de créer la démocratie réelle, à supprimer les quelques journaux indépendants de la finance, ainsi que le droit de grève, le droit d'association, toutes les libertés que les puissances d'argent n'avaient pas annihilées en fait et qui permettaient aux travailleurs de lutter ouvertement contre elles.

Cette propagande antiparlementaire se combinait avec la campagne pour la probité, la probité, l'honneur (invoqués par les bénéficiaires des pires scandales, les profiteurs de guerre ou les pillards de l'« Osthilfe » en Allemagne). Toute cette démagogie a réussi en Italie et en Allemagne. Mais on peut nullement en conclure qu'elle obtiendra le même succès dans les autres nations d'Occident. Ni en Allemagne, ni en Italie la démocratie n'avait de racines profondes. Il n'existait là rien d'analogue à la tradition anglaise, au souvenir des révolutions françaises.

### Par le nationalisme

« Une mystique est nécessaire à toute entreprise de défense du capitalisme, puisque les puissances d'argent sont, en tant que telles, indéfendables (1) ». Aucun parti fasciste n'avouera qu'il

(1) Les Croix de Feu. Leur chef. Leur programme. (Editions du Comité de Vigilance).

défend le capitalisme; tous ils prétendent défendre la nation. Le nationalisme est pour eux une nécessité. La collusion de l'anticapitaliste Hitler avec les puissances d'argent ne pouvait être acceptée que par des hommes aveuglés de passion nationaliste. « Le fascisme, c'est l'idéologie nationaliste mise au service du capitalisme ».

C'est au nom du nationalisme que Hitler, malgré son prétendu socialisme, pouvait mener l'attaque contre les organisations ouvrières. Au nom du nationalisme encore, que Mussolini et Hitler pouvaient réclamer impérieusement la bienveillance du pouvoir pour leurs troupes, sa sévérité pour leurs adversaires, et s'entendre avec la police tout en se parant du prestige révolutionnaire. Enfin l'orgueil national, la haine des nations voisines, sont les passions les plus faciles à exciter pour un démagogue, les plus difficiles à réfréner pour les hommes soucieux du bien public, en sorte que l'attitude d'un homme d'Etat ou d'un parti politique à l'égard des problèmes internationaux fournit une mesure exacte de leur démagogie. Les chefs fascistes, démagogues purs, devaient professer un nationalisme virulent.

Mais il faut ajouter que la démagogie hitlérienne fut aidée puissamment par les puissances capitalistes qui, ayant gagné la guerre, prétendaient tenir l'Allemagne en position de vaincue et de débitrice perpétuelle. Hitler exploitait l'humiliation infligée au peuple allemand par les clauses morales du traité de Versailles, l'indignation causée par l'invasion de la Ruhr, par les armements des ex-vainqueurs après que le maréchal Foch lui-même avait reconnu le désarmement de l'Allemagne. Il exploitait la révolte contre les réparations que le gouvernement français réclama obstinément, après que nous avons reçu plus de 80 milliards de francs, et jusqu'au jour où le parti hitlérien gagnant des millions de voix fut devenu le plus fort d'Allemagne. C'est alors seulement que le gouvernement français consentit à von Papen ce qu'il avait toujours refusé aux démocrates et aux socialistes de l'Allemagne, dont les appels réitérés quelques mois plus tôt, au moment décisif, avaient laissé les Tardieu et les Laval tout à fait insensibles, malgré le voyage de Brüning à Paris, malgré les manifestations de



Cologne dans l'été de 1931, où plus de 100.000 hommes se réunirent pour proclamer leur espoir en France.

C'est une Allemagne désespérée et exaspérée qui est devenue hitlérienne. Hitler a gagné des millions d'Allemands en leur persuadant que jamais les ex-vainqueurs ne leur accorderaient une paix honorable, que les voisins de l'Allemagne voulaient l'encercler et l'anéantir et enfin que seule une dictature militariste pourrait lui assurer le respect de ses droits. Dans cette tâche démagogique, Hitler a été puissamment aidé par les gouvernements capitalistes des autres pays, et surtout du nôtre. Hitler n'est pas seulement un produit du grand capitalisme allemand, mais du grand capitalisme français et international.

### Contre les organisations ouvrières

La lutte du fascisme pour le pouvoir est une lutte contre les organisations ouvrières. Leur destruction est le premier objectif des fascistes de tous les pays. Nul n'ignore que Hitler prit pour cri de guerre : « Mort aux marxistes », et en un seul trimestre, au début de 1920, les bandes de Mussolini saccagèrent 120 maisons du peuple, attaquèrent 243 centres socialistes, assassinèrent 202 ouvriers, en blessèrent plus de 1.100.

Qu'une telle action fût exactement conforme aux intérêts des grands capitalistes, c'est ce qui résulte de toute notre analyse antérieure. Il reste à comprendre pourquoi cette propagande offrénée a réussi. Certes Hitler et Mussolini ont exploité un instinct d'hostilité à l'égard de la classe ouvrière, très fréquent dans la petite bourgeoisie de toutes les nations. Mais il faut ajouter qu'en Italie le mouvement ouvrier avait commis de lourdes fautes en 1920. En Allemagne, la classe ouvrière elle-même avait été profondément déçue par le Gouvernement, presque purement conservateur, des social-démocrates. Ce fut sans doute — avec un bureaucratisme paralysant — l'une des causes de l'apathie extraordinaire des Syndicats allemands. Après la prise du pouvoir par Hitler, les chefs syndicaux, Leipart et Grasmann, se soumièrent et abandonnèrent la Fédération Internationale, ce qui n'empêche pas que deux mois après ils étaient jetés en prison, les Syndicats dissous et leurs biens saisis.

## Anti-capitalisme, pseudo-socialisme et anti-socialisme

Les trois thèmes démagogiques que nous venons d'analyser, le fascisme en use partout et constamment. Rien de plus changeant au contraire que ses conceptions sociales. C'est dans ses variations au sujet du capitalisme que le fascisme révèle le plus clairement à quel point il est dénué de principes et comment son opportunisme se conforme toujours aux intérêts de l'oligarchie économique.

En Allemagne, pendant toute la période de croissance du parti national-socialiste, la crise ne cesse de s'aggraver, la misère de s'étendre. Le mécontentement et l'anxiété des masses mettent en danger le régime capitaliste; le fascisme ne peut sauver le capitalisme que s'il réussit à capter le mécontentement populaire. Il faut donc que la propagande hitlérienne s'adapte aux sentiments anti-capitalistes des masses. Aussi vit-on Hitler maintenir jusqu'à son accession au pouvoir les vingt-cinq points de son programme, qui réclamait notamment la suppression des revenus acquis sans travail, « l'abolition de l'esclavage de l'intérêt », « la récupération impitoyable des bénéfices de guerre », l'étatisation de tous les trusts, etc., etc., programme qui (sans être expressément renié) est relégué aujourd'hui au musée des documents historiques.

(Il y a lieu de remarquer d'ailleurs, qu'en même temps qu'il affichait cet anticapitalisme, Hitler faisait ce qu'il fallait pour détourner les ouvriers de la lutte concrète contre le capitalisme — en détournant la colère soit contre le capital spéculatif international, ennemi lointain, insaisissable — soit contre les juifs, boucs émissaires tout trouvés, mais dont la persécution ne devait modifier en rien le régime capitaliste.)

En Italie, Mussolini commence bien, lui aussi, par un national-socialisme — mais tout change dès que le mouvement ouvrier a subi une défaite, et que la crise s'atténue. Les grands agrariens et industriels d'Italie n'ont besoin pour briser les organisations ouvrières que d'une « minorité agissante ». Le mouvement fasciste s'affirme vite comme un mouvement de réaction et de vengeance antiouvrière. Le masque anticapitaliste est rejeté. Mussolini ne réclame pas comme Hitler l'étatisation des trusts, il tonne contre l'étatisme, il reprend à son compte les campagnes de la grande presse contre les monopoles d'Etat, extrêmement efficaces

dans les milieux de la petite bourgeoisie (où l'on s'indigne de l'incapacité économique de l'Etat actuel sans en rechercher les causes).

En juin 1921, Mussolini déclarait à la Chambre des Députés : « Nous nous opposerons de toutes nos forces à toute tentative de socialisme d'Etat, étatisation, collectivisation. Nous en avons assez du socialisme d'Etat ». Et il exaltait dans le capitalisme « une sélection des valeurs, une coordination des hiérarchies, un sentiment plus largement développé des responsabilités collectives ». Cette glorification du capitalisme, et le libéralisme économique officiel qui lui servait de justification doctrinale, se traduisaient par une série de mesures fort concrètes au profit des industriels, des banquiers, des compagnies d'assurance...

Quelques années plus tard, après l'évanouissement des espoirs fondés sur le crédit américain, le capitalisme italien ne pouvant plus subsister sans appui permanent des finances et de la réglementation publique, le même Mussolini devait, au nom de la théorie de la toute-puissance de l'Etat, intervenir dans tous les actes de la vie économique du pays (1), proclamer la faillite du libéralisme économique, etc., etc.

## Les gouvernants fourriers du fascisme

A en croire la légende, le fascisme serait un mouvement spontané des masses, une manifestation spontanée de l'énergie des classes moyennes, une poussée révolutionnaire renversant tous les obstacles. La vérité est bien différente. Nulle part le fascisme n'aurait triomphé sans l'aide et la complicité des gouvernants.

En premier lieu, ceux-ci fournirent une aide indirecte au fascisme par leur politique (ou leur absence de politique) économique. Inertes et bavards en Italie, actifs en Allemagne, ils craigni-

(1) En mars 1932, Mussolini déclarait : « Je pense que l'Etat doit renoncer à ses fonctions économiques, et surtout à celles qui s'exercent par des monopoles parce qu'en telle matière l'Etat est insuffisant... Je ne crois pas que cet ensemble de forces, qui dans l'industrie, dans l'agriculture, dans le commerce, dans les banques peut être désigné sous le nom global de capitalisme, soit aussi proche de son déclin que certains doctrinaires se plaisent, depuis si longtemps, à l'annoncer.

Le 14 novembre 1933, Mussolini proclamait la nécessité de l'intervention de l'Etat au « moment où le capitalisme se jette dans ses bras ».

rent dans les deux pays de porter une atteinte quelconque à l'oligarchie capitaliste, et ne prirent en conséquence aucune mesure efficace. Le chancelier Brüning, qui n'avait pas de sympathie pour les nazis, fut pourtant leur fourrier par sa politique de déflation et ses fameuses « ordonnances de détresse » (16 et 26 juillet 1930, 1<sup>er</sup> décembre 1930, 28 mars 1931, 5 juin 1931, 6 octobre 1931, 1<sup>er</sup> et 8 décembre 1931, 20 février et 9 mars 1932), qui firent subir des réductions successives aux traitements des fonctionnaires, aux salaires des employés et ouvriers, aux pensions, aux versements de l'Etat pour les assurances ouvrières. Cette politique se combinait avec celle du renflouement des banques et des industries aux frais du trésor ; elle ne remit pas l'ordre dans les finances publiques, mais elle réduisit naturellement la consommation, aggrava la crise et porta à plus de 6 millions (au début de 1933) le nombre des chômeurs parmi lesquels Hitler recrutait ses mercenaires.

Brüning fut aussi le fourrier du fascisme par les méthodes de gouvernement qui acheminaient le pays vers la dictature. Il gouvernait par décrets-lois (à l'aide de l'article 48 de la Constitution), et l'ordonnance du 18 mars 1931 limita ou suspendit l'exercice des libertés constitutionnelles.

Mais les gouvernants d'Italie et d'Allemagne ne se bornèrent pas à fournir aux fascistes une aide indirecte. Le fascisme bénéficia de complicités administratives, judiciaires, policières, militaires et ministérielles — jusqu'au jour où il fut agréé par le chef de l'Etat.

Hitler, après son coup manqué de Munich, en 1923, ne subit qu'une courte détention, les crimes de ses partisans restèrent en général impunis, il put pendant des années organiser et faire parader librement ses bandes. C'est pourtant en Allemagne que les autorités montrèrent le plus de répugnance à passer le pouvoir aux fascistes. Le caractère démagogique du mouvement hitlérien, nécessaire pour séduire les masses, effrayait une partie de la vieille caste dirigeante; tout en se servant des nazis pour briser l'action ouvrière et supprimer les libertés, elle aurait préféré laisser le pouvoir à un hobereau comme Papen, à un général comme Schleicher. Mais Papen ne trouva aucun appui dans les masses; Schlei-

cher, en cherchant à obtenir cet appui, accepta une enquête parlementaire sur les concussions des *Junker*. Finalement, l'expérience confirmait que seul le parti démagogique des nazis mettait à la disposition de l'oligarchie capitaliste une force suffisante pour la sauver — et Hindenburg remit alors le pouvoir à Hitler.

En Italie, Mussolini, devenu en 1921 le chef d'un mouvement presque ouvertement réactionnaire, n'eut pas à souffrir de tels délais. Il n'avait pas obtenu grand succès aux élections de mai 1921, loin de là : 35 fascistes seulement avaient été élus, contre 122 socialistes et 16 communistes — le total des voix des partis prolétariens, divisés depuis 6 mois, était supérieur à celui des voix socialistes en 1919. Malgré des progrès sensibles dans l'année qui suivit les élections, le fascisme restait minoritaire. Mais « la marche sur Rome fut un voyage en wagon-lit » (Palme Dutt). Le duc d'Aoste, l'ancien généralissime Diaz, les généraux Gondolfi et de Bono étaient acquis au fascisme. L'Etat-Major ouvrit les chemins de la capitale aux chemises noires. Toute la terreur fasciste avait bénéficié de la neutralité bienveillante, voire du concours actif des autorités. A la fin de 1920, le gouvernement Giolitti, qui voulait se servir des fascistes pour réduire la force parlementaire des socialistes et des catholiques, donna des instructions en conséquence aux carabinieri, aux gardes royaux, à la police et aux magasins. Une circulaire de l'état-major du 20 octobre 1920 compléta ces instructions. Les fascistes furent laissés entièrement libres d'exécuter leurs exercices de concentration militaire par camions, de frapper leurs adversaires, d'organiser la chasse à l'homme, de tuer... Même pris en flagrant délit, ils étaient acquittés.

Le cas de l'Autriche est encore plus frappant, puisque ce fut le gouvernement lui-même qui installa le fascisme dans ce pays. Quelques mots à ce sujet seront d'autant moins superflus que notre presse a voulu présenter feu le chancelier Dollfuss comme un « grand et héroïque homme d'Etat ».

Ce chancelier, désireux de gouverner sans contrôle, congédia le parlement en 1933, sous un prétexte de procédure; la réouverture du parlement était fixée au 15 mars 1933; elle n'eut pas lieu.

Devant ce coup d'état, les chefs sociaux-démocrates renon-

cèrent au dernier moment à déclencher la grève générale (quoique leur parti fût très fort à cette époque), parce qu'ils prétendaient éviter toute action violente, et résoudre les difficultés par négociation avec Dollfus. Celui-ci profita de l'inaction des chefs ouvriers pour gouverner par décrets-lois. Bien plus, le gouvernement lui-même fortifia, équipa et arma les milices fascistes des « Heimwehren » composées d'individus suspects et de chômeurs payés 2 schillings par jour, l'argent étant fourni par les capitalistes. La police, l'administration des chemins de fer furent mises aux mains des fascistes. On multipliait les perquisitions et les arrestations dans les quartiers ouvriers. En janvier 1934, l'ambassadeur de France intervint pour empêcher la dissolution du parti socialiste — mais après le 6 février, M. Dollfus eut les mains libres. « Nous ferons notre travail complètement », proclama M. Fey, chef des *Heimwehren*, le dimanche 11 février. Ce jour-là commença le soulèvement des ouvriers de Vienne, exaspérés par les provocations fascistes et gouvernementales. La répression fut infâme. L'amnistie promise par M. Dollfus à la T.S.F. le 14 février à minuit ne fut pas appliquée, sous le prétexte que n'ayant pas été publiée au Journal Officiel, elle ne constituait pas un engagement légal. Peu après l'insurrection, on supprima les taxes de luxe et la taxe sur les domestiques à partir du 3<sup>e</sup>; l'impôt sur l'eau fut accru et les loyers ouvriers doublés.

### Le financement capitaliste

Les Mussolini, les Hitler, n'ont certes pas obtenu dès leurs débuts les grosses subventions du capitalisme. Les grands chefs du fascisme ont d'abord été des démagogues obscurs tentant la chance que toute crise profonde offre aux aventuriers. Les premiers subsides, peu importants, sont fournis par quelques particuliers. Pour Hitler ce furent des hobereaux, des officiers contre-révolutionnaires comme le général von Epp qui fournirent à son parti les sommes nécessaires pour distancer les autres groupements militaristes, terroristes et antisémites d'Allemagne. Le parti qui s'était développé pendant la période de l'inflation végéta après la stabilisation. A cette époque, les féodaux se souciaient peu de lui : les crédits américains les dispensaient de recourir à l'agita-

tion politique. En 1928, les racistes sont douze au Reichstag, et paraissent sans avenir.

En 1929, la grande crise se déclenche. C'est pour l'Allemagne le recommencement de la misère, pour Hitler le début des subventions importantes.

De notoriété publique, il fut soutenu par Emile Kirdorf, le magnat de Gelsenkirchen, par Fritz Thyssen, roi de l'acier, par l'industrie minière (1).

Le détail des subventions reçues restera longtemps ignoré, bien entendu. Il fallut que le financier suédois Ivar Kreuger se suicidât pour qu'on sût qu'il avait donné 100.000 marks à Hitler. Les établissements d'armes Skoda, filiale de Schneider, passent pour avoir fait davantage. En 1932, lorsque le mouvement national-socialiste était en recul, et le parti sur le point de se disloquer, Hitler fut sauvé au bord de la ruine par les industriels rhénans qui payèrent ses dettes, et par l'intervention à la fois financière et politique du banquier von Schroder.

Au surplus, il est bien inutile de rechercher avec minutie les preuves d'une collusion qui s'afficha au grand jour. En octobre 1931, à Bad-Harzburg, au nom d'un nationalisme commun, le démagogue anticapitaliste Hitler rendit publique son alliance avec le magnat capitaliste Hugenberg. Le trust Hugenberg ne possédait pas seulement quatorze grands journaux et revues, il régnait sur presque toute la presse par l'intermédiaire de trois agences dont l'une distribuait la publicité, l'autre le crédit, la troisième les nouvelles; de plus, par la société Ufa, il contrôlait toute la production cinématographique (2).

(1) Thyssen persuada les deux centres politiques du capitalisme allemand dans la Ruhr « l'Union minière d'Essen » et le « Groupe du Nord-Ouest pour l'industrie du fer et de l'acier », à alimenter les fonds électoraux du parti national socialiste au moyen d'une taxe obligatoire payée par le producteur de charbon et d'acier.

Le prix intérieur du charbon fut élevé en conséquence. Pour les seules élections de 1932, Thyssen fournit aux nazis plus de 3 millions de marks en quelques jours.

(Ernst Henri. — Hitler over Europe 1934).

(2) Plus tard, Hugenberg fut personnellement évincé du pouvoir. Cet incident politique n'a rien changé au résultat politique de la lutte. C'est un autre chef du capitalisme, M. Schacht, qui dirige l'économie hitlérienne, dont les « führer » sont tous des magnats du capitalisme.

Pour Mussolini qui créa ses faisceaux en 1919, les subventions importantes, et la croissance de son parti, datent du dernier trimestre de 1920. Les industriels organisaient les faisceaux dans les villes, les agrariens dans les campagnes. « Il est certain que dès 1921 les organisations fascistes et les propriétaires terriens de la vallée du Pô avaient scellé leur pacte d'alliance », dit Rosenstock-Franck dans son grand livre sur « l'Economie Corporative fasciste » (Paris 1934, librairie Gamber), et il ajoute que « cette alliance explique l'influence qu'ont gardée encore aujourd'hui les latifundiaires ».

Quelques purs de la première heure s'indignèrent. Un des jeunes chefs des faisceaux florentins, Umberto Banchetti, écrivit dans ses *Mémoires de 1922*: « En arrivant aux quartiers généraux fascistes, on voyait le visage rapace et haineux des profiteurs de guerre, vêtus impeccablement, leur diamant au doigt. Nous étions pourtant obligés d'accepter leur argent. » Un autre, Lanzillo (cité par Rosenstock-Franck), dénonçait, dans les régions agricoles, « la contrebande d'une organisation de la classe agraire ayant pour but de frustrer les organisations paysannes et d'empêcher le respect et le renouvellement des contrats agricoles ». Les banques financèrent la marche sur Rome. Bien entendu, la grande presse n'avait cessé de favoriser le fascisme.

Comparées à ces caractères communs de tous les mouvements fascistes, leurs particularités nationales, si célèbres soient-elles, sont d'importance bien secondaire. Le racisme n'est que le moyen le mieux approprié pour exciter en Allemagne l'orgueil national que Mussolini exalte en Italie par les souvenirs de l'empire romain. Le mouvement des nazis fut condamné par les évêques d'Allemagne, et Dollfus béni par ceux d'Autriche. Mais si, à Vienne, des bâtiments municipaux ont été transformés en chapelles, les jardins d'enfants pourvus de religieuses, les églises remplies de soldats en service commandé, et de belles statues détruites parce qu'elles offusquaient la pudeur du chancelier — par contre, le catholicisme des fascistes autrichiens ne les a pas empêchés de torturer leurs prisonniers, de pendre des hommes grièvement blessés (1).

(1) On connaît la protestation qu'élevèrent des catholiques français comme Jacques Maritain, G. Baty, etc...



En sorte que le fascisme catholique d'Autriche n'est pas moins odieux que le fascisme d'Allemagne qui persécute les chrétiens, catholiques et protestants, s'ils se refusent à la « mise au pas » de la religion. Par ailleurs, Hitler est antisémite, alors que Mussolini ne l'est point, mais Hitler a été beaucoup moins sévère aux banquiers qu'aux intellectuels juifs. Etc., etc...

## Le fascisme au pouvoir

Les jeunes fascistes qui ne pouvaient se dissimuler la collusion de Hitler et de Mussolini avec les capitalistes espéraient qu'une fois le pouvoir pris, tout changerait, qu'on se débarrasserait des financiers après avoir profité de leur alliance, et qu'ils seraient finalement les dupes du marché conclu par eux avec un mouvement populaire. Cette idée était naïve, car si le peuple a été souvent frustré de ses révolutions par les puissants, on n'a jamais vu les puissants dupés par le peuple. Néanmoins, l'illusion fut très répandue, même en dehors des rangs fascistes (1).

Et hors d'Italie et d'Allemagne aujourd'hui encore, il ne manque pas d'hommes pour dire et écrire, qu'une fois détenteurs du pouvoir absolu, les chefs du fascisme ont secoué la tutelle capitaliste, soumis toutes les classes sociales à l'autorité publique, que l'Etat fasciste arbitre les intérêts du capital et du travail dans l'intérêt supérieur de la nation — et qu'après tout il est bien possible que le socialisme soit réalisé, de manière imprévue, par le fascisme...

Cette idée qui est l'un des thèmes de la propagande officielle de l'Italie comme de l'Allemagne, et que s'emploient à répandre des écrivains fascistes comme M. Drieu La Rochelle, trouve une certaine créance jusque dans les milieux libéraux, voire, parfois, socialistes (2). Elle n'en est pas moins complètement fautive. Nous

(1) Voir dans « Monde » du 27 avril la lettre d'une socialiste allemande emprisonnée dans un camp de concentration. Il y avait, dit-elle, « dans les rangs du parti national socialiste des capitalistes et des féodaux importants, qui certes ne sont pas socialistes et dont le rôle n'est pas à négliger... mais nous n'avons pas à chercher si les éléments féodaux ou bourgeois tenaient Hitler entre leurs mains, ou si Hitler les tenait entre ses mains... pour ma part je me déclare déjà solidaire des nationaux-socialistes dans la lutte contre la réaction. » Si ce socialiste n'a pas été fusillé le 30 juin 1934, il doit être au moins depuis cette date, fixé sur la manière dont Hitler lutte contre la réaction... Même si cette lettre lui a été dictée dans son camp de concentration, elle indique au moins qu'elle était la théorie officielle répandue par la propagande nazie.

(2) Le *Daily Herald*, journal des travailleurs anglais, exprimait encore un espoir dans le socialisme des nazis le 2 mai 1933, c'est-à-dire le jour même où Hitler prononçait la dissolution des syndicats allemands et le saisie de leurs biens.

Mais constamment entretenues par une propagande habile, les illusions sur le socialisme fasciste sont très tenaces. On les retrouve même dans des ouvrages de fort bonne foi comme « L'Etat Corporatif en Italie » où M. G.

l'avons réfutée déjà dans notre brochure sur les prétentions sociales du fascisme, ce qui nous dispense d'y revenir longuement dans la présente brochure, dont le principal objet est de permettre une comparaison entre les mouvements fascistes qui ont vaincu à l'étranger et ceux qui s'essayaient en France.

Nous répétons seulement ici que le fascisme vainqueur met au service des grands capitalistes le pouvoir qu'il a conquis grâce à leurs subsides : c'est le régime d'oppression politique nécessaire à l'oppression économique de la féodalité d'argent. C'est donc aussi, nécessairement, le régime de la falsification intellectuelle, du mensonge d'autant plus obligatoire, d'autant plus emphatique et exalté que la vérité à travestir est plus odieuse; car bien entendu l'asservissement et l'exploitation du peuple se nomment : collaboration de tous au service du pays, subordination de tous à l'Etat, des intérêts particuliers à l'intérêt général. Plus la contradiction est profonde entre l'intérêt des masses et celui de la féodalité, plus la féodalité met d'ardeur à invoquer la nation.

Cela ne signifie pas que Hitler ou Mussolini aient la volonté de rester sous la tutelle des capitalistes — au contraire, s'ils pouvaient s'en débarrasser, il est probable qu'ils en seraient fort heureux. Cela ne signifie pas non plus que Hitler ou Mussolini veuillent de propos délibéré affamer les travailleurs et décevoir toutes les espérances que les petits bourgeois ont mis en eux. Au contraire, s'ils pouvaient découvrir un moyen miraculeux pour améliorer le sort des ouvriers et satisfaire la petite bourgeoisie, tout en conservant le capitalisme et son système de profits, on ne peut douter qu'ils s'empresseraient d'en faire usage.

Il est sûr enfin que sous le couvert de « l'état totalitaire » les luttes d'intérêts opposent les industriels aux financiers ou les uns et les autres à une administration et à une police coûteuses et tracassières; le partage des profits capitalistes ne se fait pas sans conflit. Mais tous les bénéficiaires de ces profits soudent toujours plus étroitement leur alliance pour maintenir les masses en sujétion.

Bourgin, fonde de singuliers espoirs sur les dernières lois italiennes, quoi qu'il ne conteste ni le terriblement du militarisme, et la pesante hiérarchisation du corporatisme ni l'écrasement des salaires et l'exclusion de la main d'œuvre féminine, ni, en général, les conclusions du livre magistral de M. Rosenstock Frank.

Fondé sur l'oppression des travailleurs, le fascisme ne peut desserrer son étreinte, sous peine d'être emporté.

Le fascisme, c'est la dictature de ceux qui, bénéficiaires d'un régime en pleine décadence, font un suprême effort pour maintenir leur condition sociale et financière. Le fascisme, c'est une tentative désespérée, pour stabiliser par la force un capitalisme dégénéré. Cette stabilisation est d'ailleurs impossible. L'évolution n'est pas arrêtée. Le mouvement de concentration des capitaux continue. Le mouvement de décadence continue. Mais quand Mussolini proclame la faillite de l'économie libérale, quand ses thuriféraires prétendent que l'intervention de l'état fasciste modifie profondément le capitalisme, il faut bien comprendre quelle réalité se dissimule sous ces discours. Le capitalisme des états fascistes est, en effet, fort différent du capitalisme d'autrefois; ce n'est plus le capitalisme créateur dont l'expansion puissante exigeait la liberté, et qui multipliait (au prix de violences et d'injustices sans nombre) les forces productives de l'humanité, en même temps qu'il accroissait la classe bourgeoise sans cesse renouvelée par l'afflux d'éléments populaires. Le capitalisme que maintient le régime fasciste, c'est un capitalisme sclérosé et rétréci, tenu par une caste qui veut à tout prix conserver ses privilèges. C'est un capitalisme féodalisé.

Ce capitalisme ne s'emploie plus à satisfaire de mieux en mieux les besoins des consommateurs. Le fascisme renonce à distribuer les produits que les progrès techniques peuvent mettre à la disposition des hommes. Le fascisme prend son parti de la sous-consommation, c'est-à-dire de la misère publique, et n'a d'autres soucis que de la rationaliser. D'où ce constant appel à l'esprit de restriction, de sacrifice, d'ascétisme. Le fascisme restreint en chaque individu — certains privilégiés mis à part — les possibilités de satisfaction légitime et d'épanouissement. L'industrie travaille de moins en moins pour le consommateur, de plus en plus pour l'Etat. (Autostrades (1), armements.) Aussi Mussolini, après douze ans de dictature, est-il contraint à des aveux assez clairs : « Nous ne descendrons pas davantage : ce serait difficile... ou bien

(1) En France, il y a une auto pour 37 habitants. En Italie une pour 230 habitants ; mais les autostrades sont d'un luxe incomparables.

nous resterons pendant longtemps au fond, ou bien peu à peu nous recommencerons à vivre. Mais à mon avis il faut écarter l'idée que le temps de ce que l'on appelait la prospérité puisse revenir. Nous allons peut-être vers une période au cours de laquelle le niveau de la vie humaine sera plus bas ; il ne faut pas s'en alarmer ». (Discours à la Chambre le 26 mai 1934.)

Et, essayant comme toujours de faire oublier la réalité par de belles paroles, Mussolini ajoute : « L'humanité ainsi nivelée peut être plus forte, plus capable d'enthousiasme que nous ne l'imaginons à l'heure actuelle ». C'est une chance pour Mussolini qu'il n'existe pas de statistique possible pour la force morale et la capacité d'enthousiasme, sinon on pourrait mesurer combien cette force et cette capacité baissent dans une nation misérable et asservie.

En tout cas, on peut prouver qu'à la restriction économique correspond une restriction intellectuelle. Si le déficit budgétaire italien varie actuellement de 4 à 6 milliards de lire ; si les exportations tombent de 15 milliards de lire en 1929, à 5 milliards en 1934 ; si l'Italie a compté 24.000 faillites en 1932 contre 9.000 en France, et si la moyenne de ses faillites reste la plus élevée du monde, on peut noter aussi le nombre extrêmement faible des abonnements aux journaux italiens, les tirages insignifiants des livres. En Allemagne, une loi de fin 1933 a fermé l'accès de l'Université à 50 % des candidats et à 85 % des candidates (1).

Mais l'objet du fascisme n'est pas de développer la culture, non plus que l'économie. L'objet du fascisme c'est de mater les chômeurs et les masses appauvries et d'asseoir la puissance des privilégiés, capitalistes et gouvernants unis. La fonction réelle de l'état fasciste est de peser sur les masses et de prélever sur elles, au nom de la « mystique nationale », les profits et les impôts qui permet-

(1) Notons ici que dans le domaine économique, comme dans le domaine culturel, l'U.R.S.S. offre un exemple exactement opposé à celui des pays fascistes. Cette remarque pourrait être reproduite presque à chaque paragraphe de notre étude. Ce n'est pas notre objet ici d'examiner ni de juger le régime soviétique. Mais la prétendue similitude qui, à en croire de nombreux publicistes, existerait entre les deux régimes, relève de la verve fantaisiste qui nous a valu toutes les informations, appréciations et prévisions de la grande presse sur la Russie depuis 1917.

tent d'entretenir un vaste appareil de parasites militaires, policiers, industriels, bancaires.

La minorité féodale qui se discipline et se coalise dans l'organisation fasciste, s'évertue à contenir les autres classes sociales dans des cadres rigides. Ce système est d'abord appliqué aux ouvriers. Telle est la signification du fameux corporatisme fasciste. Il institue un cloisonnement professionnel qui empêche toute convergence d'intérêt, tout courant général d'opinion, toute possibilité d'action commune : la nation est ligotée membre à membre. Bien entendu, syndicats et corporations sont dirigés par les agents de l'Etat fasciste. Les syndicats sont surtout des organisations de surveillance et de police de la classe ouvrière, et les corporations des organisations bureaucratiques (surajoutées à une structure administrative déjà excessivement lourde) dont le principal rôle, en fait, a été jusqu'à présent d'alimenter les discours de Mussolini, les dithyrambes de la presse fasciste, les illusions complaisantes des admirateurs étrangers du fascisme. Quant aux résultats économiques, tout le système syndical et corporatif du fascisme italien, complété par l'institution de la « magistrature du travail », a eu pour effet l'écrasement des salaires des travailleurs industriels et agricoles, sans que, d'ailleurs, nous l'avons vu, la faillite ait été évitée à des dizaines de milliers de petits et moyens patrons (1).

Tout cela n'empêche point que des naïfs — ou des fumistes — présentent le corporatisme italien comme une institution anti-capitaliste et révolutionnaire. Toutefois, M. Gaétan Pirou, professeur à la Faculté de Droit de Paris, dans son livre infiniment modéré sur *Le Corporatisme* (Librairie Sirey), remarque qu'« au

(1) Incompressibles depuis 1931, aux dires mêmes de Mussolini, ils n'ont cessé de tomber depuis, malgré tout. En 1923, ils n'avaient pas atteint le niveau réel des salaires de 1914. En 10 ans, les diminutions successives leur ont enlevé 40 à 60 % du pouvoir d'achat. (Léo Moulin, Brochure de l'Institut supérieur ouvrier : « Les problèmes d'ensemble du fascisme ».)

Constamment on peut lire dans le « Lavoro Fascista » des informations comme celles-ci : « Le salaire fut réduit de 8 % et, avec la compréhension fasciste, l'organisation du syndicat ouvrier des travailleurs a accepté cette réduction... » (12 juin 1934).

Et l'établissement de la semaine de 40 heures a été accompagné d'une nouvelle réduction générale des salaires.

Quant aux grandes entreprises en difficulté on a créé pour elles un institut de reconstitution industrielle qui les renvoie aux frais de l'Etat et les remet ensuite à leurs administrateurs privés.

degré près la corporation est *comme le régime de castes une sorte de cristallisation d'un ordre de choses déterminé* » (1). Plus caractéristique encore la déclaration de M. Dannie Heinemann, administrateur délégué de la *Sofina*, le plus grand trust d'électricité européen, à la dernière assemblée des actionnaires de cette Société : « Ce retour qui se manifeste vers le corporatisme est de nature... à renforcer le capitalisme » (*Information* du 2 mai 1934). Et M. Heinemann est une compétence !

Si le fascisme mussolinien embrigade les travailleurs dans les corporations, le fascisme allemand les soumet sans réserve à l'entrepreneur transformé en Führer de l'Usine, envoie les chômeurs dans les camps de travail, les protestataires dans les camps de concentration. Le fascisme hitlérien rive le paysan à la glèbe, en lui interdisant d'aliéner ou d'hypothéquer sa terre (2). Tous les fascismes retirent aux femmes leurs emplois et les confinent au foyer. Tous les fascismes enfin veulent enfermer la population dans les cadres les plus rigides du monde, les cadres militaires.

(1) « Cette institution présente un caractère statique qui l'oriente plutôt dans le sens de la conservation traditionnelle des pratiques existantes que sur le chemin des innovations et des progrès... Elle classe les métiers et elle risque d'immobiliser, de « cliquer » en les consacrant par un compartimentage officiel, la spécification et la structure des activités économiques dans l'état où elles se trouvent au moment où les corporations sont constituées. » (page 40). Ce qui n'empêche pas M. Pirou d'être indulgent à l'idée corporatiste !

(2) Sur la « Bataille du Blé » en Italie, voir notre brochure « Le fascisme et les paysans », p. 58. Ajoutons cette précision, donnée par Léo Moulin : « En raison des droits de douane de 750 lire par tonne, en août 1932, la Belgique payait son blé 669 fr. la tonne et l'Italie de 1.100 à 1.210 lire. » Le cheptel italien est en forte diminution.

## Les perspectives du fascisme

La nation militaire et guerrière de Mussolini — de 8 à 18 ans, préparation militaire obligatoire pour tous; de 18 à 21 ans, préparation militaire spécialisée; à 21 ans, service militaire actif; jusqu'à 55 ans, exercices d'entraînement militaire — telle est, jusqu'à présent, l'expression la plus parfaite du fascisme. Mais ce ne peut être un aboutissement. La vie continue, les difficultés s'accroissent, il y a une limite à la compression des salaires, il n'existe pas de cadres assez solides, de liens assez forts pour contenir et attacher indéfiniment tout un peuple... L'aboutissement du fascisme, sera-ce la grande catastrophe, sera-ce la guerre ? Cette question angoisse aujourd'hui l'Europe, et quiconque perdrait devant elle son sang-froid servirait précisément les fauteurs de guerre et les fascistes.

L'exaltation de l'orgueil national, la surexcitation des passions nationalistes, à laquelle ne cesse de travailler la propagande fasciste, pour détourner les esprits de la détresse intérieure, la politique de prestige qui correspond à cette démagogie, sont un danger permanent pour la paix. D'autre part, on peut craindre qu'accablés à la faillite, les gouvernements ne se jettent dans la guerre, comme dans une aventure désespérée. Déjà Mussolini cherche en Afrique un dérivatif à ses difficultés intérieures.

Ces menaces alimentent des campagnes d'excitation et de panique qui font le jeu du militarisme et du fascisme dans l'Europe entière. Car, nous l'avons vu, tous les nationalismes, tous les fascismes, se prêtent un mutuel concours, se nourrissent et se fortifient mutuellement par la haine et par la peur. Nous avons rappelé que les injustices de Versailles, que l'invasion de la Ruhr, les réparations de l'humiliation du peuple allemands ont fait le succès de la propagande de Hitler.

Hitler, répétons-le, ne peut tenir le peuple allemand, ne peut l'entraîner à la guerre que s'il lui persuade que les autres puissances veulent l'encercler et l'encercler, que l'on ne peut attendre d'elles aucune justice et que l'avenir de l'Allemagne ne dépend que de sa force militaire. La politique des gouvernements capitalistes a alimenté cette propagande, forgé les armes de l'Hitlérisme. Il faut exiger que ce jeu cesse.



Quant à ceux qui murmurent que, pour se garantir de l'Allemagne, le mieux serait de la pousser vers l'Est, de confier à Hitler une sorte de mandat de guerre à l'Est, nous n'hésitons pas à dire que leur pensée est stupide et criminelle. Une agression de l'Allemagne contre la Russie ne pourrait être qu'une catastrophe européenne et mondiale. On ne défend pas la paix en un point de l'Europe, en favorisant la guerre sur un autre point. C'est la paix européenne tout entière qui sera sauvée ou perdue. Les accords européens excluant l'U.R.S.S., les tractations secrètes contre l'U.R.S.S. sont ou seraient des causes de guerre.

Il faut résister pied à pied contre la guerre en réclamant inlassablement des négociations publiques — avec toutes les grandes nations européennes traitées sur un pied d'égalité — pour le désarmement et l'organisation de la paix.

« Ajourner la guerre, dit Alain, c'est la même chose qu'apaiser une colère, c'est toujours autant de gagné... »

Sauver la paix à chaque alerte, faire reculer la guerre c'est aussi rendre la guerre plus douteuse. La guerre n'est nullement la seule conséquence possible du fascisme. Le fascisme peut finir aussi par la révolution.

Faire reculer la guerre, c'est accroître les chances de la révolution antifasciste, les chances de l'humanité.

Certes, la durée du régime mussolinien a montré qu'une fois le fascisme installé dans un pays, on ne s'en débarrasse pas facilement. Certes, après le 30 juin, après le plébiscite de novembre 1933, on a vu le régime hitlérien s'affermir parce que les puissances capitalistes n'ont cessé de fournir à Hitler les moyens de se poser en champion du droit du peuple allemand — mais pourtant les élections de Dantzig ont été une défaite pour l'hitlérisme et Hitler ne peut vaincre, malgré une terreur abjecte et sans cesse renouvelée, une opposition irréductible. Violant l'interdiction légale, les ouvriers de plusieurs usines ont, tout récemment, fait grève. En Italie, l'enthousiasme pour le Duce est tombé, c'est une passivité morne qui caractérise l'état d'esprit du peuple. La guerre en Abyssinie est impopulaire et des centaines d'arrestations viennent d'avoir lieu dans la péninsule.

Certes, le fascisme ne s'écroulera pas de lui-même. Pour

**faire céder son armature il faut une poussée populaire qui n'apparaît pas encore, mais nul ne peut affirmer qu'elle ne se produira pas au cours des années prochaines.**

**Défendre la paix, c'est affaiblir tous les fascismes. Sauver la paix, c'est en fin de compte assurer leur perte. Comme l'a dit Romain Rolland : « La paix est mortelle à l'hitlérisme. »**

*Nous aurions pu nous arrêter à chaque paragraphe de cette brochure pour comparer les mouvements fascistes d'Italie et d'Allemagne avec le mouvement des ligues du 6 février, ou pour tirer, des résultats obtenus par les dictatures fascistes, leçon et avertissement pour notre propre pays.*

*Nous avons préféré donner d'abord du fascisme une notion aussi complète que possible. Mais au terme de cette brochure nous pouvons répondre sans hésitation à la question posée dans sa préface : rien n'est mieux fondé que l'instinct populaire qui se rebelle contre le fascisme des La Roque, des Jean Renaud, des Taittinger, des Dorgères, des Trochu et des Chiappe — le fascisme des Croix de Feu, des Volontaires nationaux, des Jeunesses Patriotes, de la Solidarité française, de l'Action Française (1), du prétendu Front National et du pseudo Front paysan : mouvements démagogiques qui tentent de détruire nos libertés et d'écraser les organisations ouvrières pour établir, à l'aide de bandes armées, la dictature des puissances d'argent sous le couvert du nationalisme.*

*Que nombre d'adhérents des ligues (ou d'organisations affiliées, comme le Comité de salut économique), ne soient pas conscients du caractère du mouvement auquel ils participent, cela n'empêche point que ces mouvements sont fascistes, c'est au contraire une ressemblance de plus avec les fascismes étrangers.*

(1) Qui marchait avec les ligues le 6 février, et qui est un des éléments les plus actifs de toute coalition réactionnaire malgré les injures homériques échangées avec les chefs des groupements alliés et rivaux.

*Les La Rocque, les Taittinger et leurs émules ne singent pas seulement le salut fasciste. On retrouve dans leur tentative tous les procédés de propagande et toutes les collusions dont Hitler et Mussolini ont fourni l'exemple. Le plagiat est tel que nos fascistes, incapables de renouveler les thèmes de leurs maîtres, accusent, à la manière hitlérienne, le marxisme de tous les maux du pays, oubliant qu'en France jamais les partis marxistes n'ont gouverné. Quant au programme, quand ils en ont un (ce qui n'est pas le cas des Croix de Feu), ou quand il ne se réduit pas à jeter les députés dans la mare, à tatouer les percepteurs et à « tirer dans le tas » (comme c'est le cas pour M. Dorgères) la seule mesure définie qui soit réclamée par tous c'est l'institution du corporatisme. Encore ne trouve-t-on dans leurs professions de foi que le mot de corporatisme; ils se gardent bien d'expliquer ce qu'est la chose, d'avouer quels ont été en Italie les effets de la mesure qu'ils réclament (1). Quant à la mystique du chef et aux déclarations sur l'ordre (c'est-à-dire l'ordre capitaliste), et sur l'Etat fort (c'est-à-dire l'Etat plus complètement asservi aux puissances d'argent par la suppression de toute garantie de contrôle), ce ne sont que de banales variantes des thèmes fascistes les plus usés. L'importance particulière donnée à l'action contre les fonctionnaires (dans un pays où ils exercent leur liberté d'opinion et ont une presse professionnelle soustraite à l'influence du capital)*

(1) Toutefois, quand des précisions sont données par un théoricien, il devient fort clair qu'il s'agit de supprimer le droit de grève et d'assurer la sujétion des travailleurs aux capitalistes : M. Mathon, président du Comité de la laine, veut confier l'organisation de la production à une corporation dirigée par les seuls patrons, et l'étude des conditions de travail à une corporation où figurerait une représentation ouvrière ; M. Nicolle (Comité de Salut économique) veut morceler les confédérations ouvrières actuelles en une poussière de syndicats. On cache davantage que le système serait dirigé contre les consommateurs, obligés d'accepter les prix fixés par la corporation patronale, et contre les petites et moyennes entreprises, contre tous les producteurs restés jusqu'à présent indépendants des trusts, qui seraient désormais soumis à des corporations dirigées par les de Wendel, les Mathon, etc., comme elles le sont en Italie par les Benni et les Pirelli. Ajoutons que le corporatisme, opposé par nos théoriciens fascistes à l'étatisme, se combine au contraire en Italie avec l'étatisme le plus lourd et ne pourrait fonctionner autrement, car le régime de la féodalité d'argent n'est possible que par l'appui et la complicité de l'Etat.

*ne constitue pour nos fascistes qu'un titre très faible à l'originalité.*

*Enfin, quand M. de La Roque se dit républicain, il ne fait que suivre l'exemple de Mussolini, acceptant de conserver le titre et la forme extérieure du régime italien (2). Quand M. de La Roque répond à un journaliste qu'il « a de la sympathie pour les troupes communistes » qu'il « n'aime pas le bourgeois », etc., il essaye de suivre l'exemple de Hitler.*

*En ce qui concerne l'organisation militaire de leurs bandes, on ne peut nier que les fascistes français sont de bons élèves. Les « Jeunesses patriotes » répartissent leurs « groupes mobiles » de 50 hommes en 3 sections, les « Croix de Feu » réunissent leurs « Disponibles » en divisions qui se décomposent en groupes, eux-mêmes formés de trois « mains » de 5 hommes chacune. Ces organisations possèdent des troupes de choc ordinaires et des formations de réserve pour les journées de grande offensive.*

*Chez les Croix de Feu, le règlement des disponibles prévoit que « l'ordre de l'alerte est envoyé au chef de groupe qui avertit ses hommes. L'enveloppe cachetée contenant les consignes secrètes... n'est ouverte qu'à l'arrivée sur le lieu fixé au groupe et à une heure déterminée. »*

*Quant aux Jeunesses patriotes, leur règlement provisoire sur l'emploi tactique des unités de ligne, reproduit par notre bulletin Vigilance du 15 juin, ordonne la constitution de groupes mobiles de 45 hommes, divisés en sections et en équipes, organise leur convocation et leur rassemblement avec canne ou avec équipement d'alerte spécial, fournit un code de commandement et de signaux par gestes ou avec la corne et le sifflet, donne enfin toutes instructions pour la progression dans les rues, le dispositif*

(2) Son second, M. Pozzo di Borgo, a déclaré à la Commission d'Enquête que si les Croix de Feu sont républicains, il y a beaucoup de Républiques, depuis celle de Hitler jusqu'à celle de Staline. C'est-à-dire que pour lui « République » n'est qu'un titre commode dont on peut affubler n'importe quel régime.

de barrage, le dispositif d'attaque, la marche en retraite, le combat de localité, les déplacements en automobile et débarquements. Ce règlement est donc un parfait manuel de guerre civile.

Les Croix de Feu ont, à diverses reprises, démontré leur aptitude à se mobiliser rapidement « sans utiliser la voie ferrée » et en utilisant « le seul service automobile », c'est-à-dire les camions à leur disposition. En fin septembre 1934, à Charilly, si l'on en croit l'Echo de Paris et l'Ami du Peuple, défilèrent 16.000 Croix de Feu, prévenus la veille, transportés par 800 autocars et camions, et survolés par 6 avions, conduits par 6 des leurs. En avril dernier, cet exercice de concentration soudaine se répète à Reims et réunit, paraît-il, 15.000 Croix de Feu et Volontaires Nationaux de la Marne, de l'Oise et du Pas-de-Calais ; Bayeux, Amiens, Clermont et d'autres villes ont également été « prises » par les Croix de Feu.

Quant à l'armement des ligues, reconnu devant la Commission d'enquête sur les événements du 6 février par les représentants de l'Action Française, alors que colonel de La Rocque, M. Taittinger, M. Vincent de Gueydon, de la Solidarité française (depuis dissident) se bornaient à des réponses évasives et ironiques, cet armement ne fait plus de doute pour personne depuis que le projet de désarmement, pourtant fort ambigu et timide, déposé par le ministre Flandin, a suscité la résistance furieuse et victorieuse de toute la presse réactionnaire, de toutes les ligues, de tous les fascistes qui proclamaient à l'avance qu'ils ne remettraient pas leurs armes et que « la loi aurait autant d'effet qu'un cautère sur une jambe de bois » (Taittinger). Au surplus, on doit reconnaître que les fascistes dissimulent peu leur armement quand on voit des armuriers publier sans vergogne des placards de publicité promettant des conditions spéciales aux membres

*des ligues, ou quand on lit dans le très réactionnaire **Candido** des informations comme celle-ci :*

*« En ce moment, l'effort des **Croix de Feu** porte surtout sur deux points : la section aérienne avec l'entraînement des pilotes. Dans deux ou trois mois quatre-vingts avions « **Croix de Feu** » pourront prendre l'air à la fois. »*

*Quelques mois après, le colonel ayant eu toute liberté pour préparer son matériel de guerre civile, les journaux publient ce communiqué de l'agence Radio, relatant la manifestation des **Croix de Feu** à Alger le 15 juin :*

*« Le colonel inspecta les trente avions des sections aériennes et félicita leurs équipages puis, quelques instants plus tard... prononça un discours, et les **Croix de Feu** défilèrent, tandis que les avions en formation de combat vrombissaient dans le ciel. »*

*Ni cette parade, ni les paroles du colonel, annonçant avec arrogance une offensive prochaine ne lui ont valu d'être le moins du monde inquieté.*

*Quant à l'action directe les exemples les plus célèbres en sont, outre les exploits du 6 février, accomplis à l'aide de lames de rasoirs et de bidons d'essence, l'assassinat de l'ouvrier Fontaine à Hénin-Liétard, celui de l'ouvrier Lamy à Montargis, les matraquages qui ont accompagné des manifestations de **Croix de Feu** comme celle de Clermont, la fusillade qui a terminé la manifestation de Jeunesses patriotes à Chartres, l'expédition punitive contre l'instituteur Le Corre à Morsang-sur-Oise, le cambriolage de la rue Feydeau.*

*D'ailleurs il suffit de lire la prose de M. Dorgères (déjà cité), celle du colonel Jean Renaud : (« Oui, nous envisageons, par la force si c'est nécessaire, la suppression de l'Humanité, du Front commun, et l'expulsion de France de la Franc-Maçonnerie »), celle de M. Charles Maurras : (« Les expiations personnelles*

*seront là pour tout régler »), et l'on se convaincra de l'appétit de violence, encore mal satisfait, de nos fascistes.*

*Que leur force soit au service des puissances d'argent, comment s'en étonner et comment en douter puisque c'est M. Coty qui fonda la Solidarité Française, M. Hennessy le parti social-national ; puisque le président d'honneur et le président du Redressement français, MM. Ernest Mercier et Marcel Champin, qui annoncèrent et organisèrent le 6 février, administrent l'un 19 et l'autre 16 sociétés anonymes ; puisque M. d'Anthouard de Wasserwas, dirigeant avec M. Large de la Fédération des Contribuables, qui prit elle aussi une large part au 6 février, appartient au groupe Bouilloux-Lafont et mena quatre sociétés à une déconfiture plus ou moins complète ; que M. Mathé, du Parti agraire, spéculé sur les grains ; que le comte de Guebriant, du Front paysan, gère avec le marquis de Vogüé, président du Suez, la Société des Agriculteurs de France ; que M. le colonel de La Rocque fut pendant trois ans membre du Comité directeur de l'Union d'Electricité, présidée par M. Ernest Mercier, son éminent ami et inspirateur ; que M. Pozzo di Borgo, vice-président des Croix de Feu, auxquels il donna 500.000 francs, est administrateur de sociétés et que M. Taittinger, chef des Jeunesses patriotes et député de Paris, exerce le même métier.*

*D'ailleurs, en France comme en Italie et en Allemagne, la collusion du fascisme et du capitalisme s'étale dans la grande presse qui, toute entière possédée ou asservie par l'oligarchie économique, s'emploie à faire de la réclame aux fascistes en général et aux Croix de Feu en particulier. Avec le Jour, qui est à leur dévotion, avec le Figaro, le Temps, le Matin, le Journal, Paris-Midi, l'Echo de Paris, Candide, Gringoire, Aux Ecoutes, etc., contribuent chacun pour sa part à la gloire de M. le colonel de La Rocque, qui reproduit avec soin leurs commentaires dans son propre journal Le Flambeau. Toute cette presse, auxiliaire puissante de la démagogie*



*des fascistes, s'évertue à discréditer, par tous les moeyns, leurs adversaires (1).*

*Comme en Italie, comme en Allemagne, nos fascistes et leurs ligues armées sont intervenus dans la vie publique au moment où le grand capitalisme, après une longue domination peu inquiétée, commençait d'être sérieusement menacé par la crise économique et le mécontentement qui en résulte. Notre Comité des Forges est en France aussi puissant, pour le moins, que les trusts de la Ruhr en Allemagne. La concentration des industries est aussi poussée en France que dans les autres pays capitalistes, et celle des banques l'est davantage. Sur 15 régents de la Banque de France, 3 sont de hauts fonctionnaires, 12 sont des magnats de l'industrie, de la banque, des assurances, de l'industrie chimique, avec en tête M. François de Wendel, le baron Edouard de Rothschild, le marquis de Vogüé, président du Suez, etc., etc. Ces 12 régents et les membres de leurs familles cumulent un nombre incroyable de postes d'administrateurs, des plus grandes sociétés anonymes. (Lors de la crise récente du franc, les retraits de lingots d'or ont pu s'effectuer sans que la Banque de France réclame un nom ou une adresse, et les spéculateurs pouvaient se faire consentir des avances sur leurs lingots par la Banque elle-même.) Nulle part le capital ne domine plus complètement la presse ; nulle part surtout il n'est si fortement installé dans la haute administration (2). Peut-être aucun*

(1) Voir notre tract sur la presse. L'Agence Havas tient presque tous les journaux à qui elle distribue la publicité. Le « Temps » est devenu l'organe du Comité des Houillères et du Comité des Forges ; le « Journal des Débats » celui de M. de Wendel ; l'« Intransigeant » celui de M. Louis-Louis-Dreyfus, magnat du commerce du blé ; le « Journal » celui de M. Guimier, de l'Agence Havas ; « Paris-Midi » celui d'industriels du Textile et du sucre, etc., etc. L'oligarchie économique, minorité infime, ne pourrait rien sans le pouvoir que les journaux qu'elle achète lui donnent sur l'opinion.

(2) Dans l'inspection des finances, qui tient tous les leviers des finances publiques, le service administratif est devenu une sorte de stage préparatoire au service des banques. Ce stage permet de se faire d'utiles relations, cependant que l'on prépare la sortie, dans les banques. L'exemple le plus frappant

*pays capitaliste n'a-t-il connu un scandale équivalent à celui-ci : le bassin métallurgique de Lorraine, indispensable à la résistance allemande, épargné pendant la guerre — et après la guerre, les mines et les usines intactes acquises par les métallurgistes du Comité des Forges pour 180 millions, payables en 20 ans, alors qu'elles étaient estimées avant la guerre à 1 milliard 400 millions de marks-or.*

*Mais dans un pays où le contrôle parlementaire, si contrarié soit-il, n'est pas encore supprimé, où, malgré la vénalité des grands quotidiens, subsiste une presse libre (les journaux ouvriers et les périodiques indépendants comme le Crapouillot, le Canard Enchaîné, la Lumière, etc.), la corruption même ne peut empêcher que ces scandales soient connus. Une grande colère est née dans le peuple contre les marchands de canons. Quand, au début de la crise actuelle, les ministères Tardieu et Laval eurent, à l'instar des ministères Müller et Brüning, renfloué aux frais du trésor public les entreprises capitalistes en difficulté, les élections de 1932 furent mauvaises pour les puissances d'argent. Et, dans les mois suivants, quoique les banques aient pu paralyser la Chambre et empêcher la réalisation des engagements pris devant les électeurs, elles ne parvenaient pourtant pas à faire voter toutes mesures de déflation exigées par elles. Elles avaient de plus à craindre le mécontentement croissant des masses si elles ne réussissaient pas à le capter à leur profit. Ne pouvant plus gouverner seulement par la haute administration financière et par la presse, il leur fallait utiliser ce troisième moyen de domination : les ligues. L'occasion fut attendue longtemps. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 1933*

pant est celui de M. Moreau, qui passa de l'inspection des Finances à la direction de la Banque de France et de là à la direction de la banque de Paris et des Pays-Bas. Par une méthode analogue, M. Barthou était, A. Doumergue est administrateur de la Compagnie de Suez, où il a été rejoint par l'ex-généralissime Weygand, ces deux personnages se trouvant disposer, leur sortie du service public, de 1.900.000 francs, prix de 100 actions qu'il faut posséder pour occuper leur fonction actuelle, laquelle rapporte, bon an mal an, un revenu de 325.000 francs.

un message du colonel de La Rocque avertissait les Croix de Feu de patienter jusqu'à « l'heure de l'opportunité », « l'heure de plein rendement ». Elle vint le 6 février 1934. Quant au rôle des puissances d'argent, dans la préparation et l'exploitation de cette émeute, nous renvoyons à la brochure de Georges Michon que nous avons publiée.

En exploitant le scandale Stavisky, alors qu'ils avaient eux-mêmes touché 1.400.000 francs de l'escroc (déposition Astruc devant la Commission d'enquête), en plaçant les vertueux conseillers municipaux de Paris à la tête d'une émeute faite au cri de : « A bas les voleurs ! » les grands journaux et les chefs des ligues, au service d'une cause commune, appliquaient les meilleures méthodes de démagogie fasciste. Toutefois la duperie était un peu grosse. Les honnêtes gens qui s'étaient mêlés aux manifestants ne furent pas flattés d'apprendre par la suite qu'ils s'étaient baïllus pour M. Chiappe. En tout cas, depuis le 6 février, nos fascistes n'ont pas réussi à se mettre à la tête d'un mouvement populaire. Si la propagande des Croix de Feu a relativement bien réussi auprès des employés, l'effort pour le « recrutement paysan et ouvrier » a échoué. Si le front paysan a obtenu un certain succès dans le Calvados, l'Ille-et-Vilaine et quelques départements, la masse des agriculteurs français reste très réfractaire au fascisme et même, dans de vastes régions, très hostile (1). L'influence de M. Nicolle et de son comité de Salut économique sur le petit et moyen commerce est en déclin. Les dernières

(1) Le Front paysan, constitué par le parti agraire et divers groupements ((Entente paysanne, Défense paysanne de l'Ouest, Ligue des Fermiers, etc.) est actuellement désagrégé. Le parti agraire (dont le seul député à la Chambre, M. Guillon, s'est abstenu dans le vote de la loi Flandin sur le blé et le vin), le parti agraire avait soutenu M. Dorgères sans s'inquiéter de ses liaisons avec le dur d'Harcourt, le marquis de la Bourdonnaye, le marquis de Kerouartz, le comte de Guébriant, l'« Action Française ». Mais quand l'hebdomadaire « Marianne » a révélé le programme de M. Dorgères, revendiqué ensuite par lui dans la « Jour », le parti agraire a dû se désolidariser de l'agitateur.

*élections municipales ont été une lourde défaite pour le fascisme et les élections cantonales, dans la banlieue de la Seine, une défaite écrasante.*

*Faut-il en conclure que le péril fasciste en France est conjuré? Non. La décision n'est pas acquise. Et si le fascisme français ne se développe pas à la manière du fascisme allemand, mouvement de masse grossissant d'élections en élections, par contre il ressemble beaucoup au fascisme italien qui ne réussit pas bien devant les électeurs, mais fut, nous l'avons vu, le fait d'une minorité agissante bénéficiant de complicités administratives, policières, militaires et gouvernementales. Or le fascisme français jouit, lui aussi, de complicités. Il suffira de rappeler que M. Paul Guichard, grand ami de M. Chiappe, conserve, après les incidents les plus fâcheux, le poste principal de la police parisienne et que le général Weygand, dont les sympathies étaient connues, a placé à des postes très importants des officiers partageant ses opinions politiques. M. Fabry, autre partisan de M. Chiappe, est actuellement ministre de la Guerre. Le général Denain, ministre de l'Air, est un ami du colonel de La Rocque.*

*En janvier dernier, le Temps affirmait que les Croix de Feu et Volontaires nationaux étaient 160.000, dont un quart pour la région parisienne, et que 100.000 personnes étaient inscrites à la filiale du « Regroupement national ». Le colonel de La Rocque prétend recruter 10.000 adhérents par mois. M. Taittinger se vante de 325.000 inscrits aux Jeunesses Patriotes, lesquelles travaillent à forme de « groupements professionnels ». Par ailleurs on ne peut négliger le fait que MM. Lebecq et Jean Goy dirigent l'U. N. C., qui compte des centaines de milliers de membres, et que M. Désiré Ferry, lieutenant de M. Tardieu, directeur de la Liberté, est à la tête de l'U. N. O. R. qui groupe 96.000 officiers de complément.*

*Enfin, les capitalistes français n'ont pas encore donné tout l'effort dont ils sont susceptibles en faveur des fascistes. Ni la crise, ni le mécontentement populaire ne les ont encore menacés assez fort pour qu'ils se jettent tous et sans réserve dans cette aventure. Après le 6 février, les ligues ont été reléguées au second plan, elles constituent pour le capitalisme français une force de réserve à laquelle il lui est toujours loisible de faire appel s'il estime que sa situation s'aggrave.*

*La menace du fascisme pèse donc sur la France. L'esprit démocratique des masses la rendrait cependant peu redoutable si les fascistes ne disposaient de deux armes éprouvées : le chantage au péril extérieur et le chantage au péril du franc.*

*Le chantage au péril extérieur a déjà permis de déclencher une vaste campagne tendant à la militarisation de la population civile, c'est-à-dire à l'instauration d'un fascisme de fait. Déjà la Chambre a voté le projet de loi sur la résistance passive qui institue un corps de police auxiliaire où les Croix de Feu ne manqueront pas d'entrer. La campagne pour la domestication des instituteurs et la militarisation de l'enseignement primaire a jusqu'à présent eu moins de succès, mais elle s'autorise du maréchal Pétain et l'on ne peut douter qu'elle soit dangereuse quand on voit des journalistes prétendus républicains et radicaux s'y associer en donnant la jeunesse caporalisée d'Allemagne et d'Italie en exemple à la jeunesse française. Il est certain que cette campagne va se développer au cours des prochains mois et que nos nationalistes-fascistes feront tout pour exploiter à leur profit chaque aggravation d'une situation extérieure qu'ils ont créée par le traité de Versailles, la Ruhr, le surarmement quand l'Allemagne était désarmée, etc., etc.*

*Le chantage au péril financier n'est ni moins odieux, ni moins*

*efficace. Il a servi en 1926, en 1932 et il sert aujourd'hui. C'est par l'effet de ce chantage qu'une Chambre de gauche se voit proposer par le gouvernement les mesures financières voulues par la réaction, que si la Chambre refuse, elle voit, indéfiniment, se représenter devant elles des ministères interchangeable, qui proposent des lois financières semblables, préparées par les mêmes hauts fonctionnaires, jusqu'au jour où la Chambre discréditée peut être matée tout à fait par le chantage à la violence. C'est par cette manœuvre maintenant traditionnelle que les puissances d'argent peuvent annuler la volonté du peuple français. Ici encore les maux dont nous souffrons sont utilisés par ceux qui les causent. La situation financière de l'Etat est mauvaise à cause de la fraude fiscale (affaire de la banque de Bâle), parce que les taxes imposées aux consommateurs par les monopoles de fait enrichissent des particuliers, non l'Etat (électricité, gaz, assurances, etc.), enfin parce que depuis la dernière des guerres, 140 milliards ont été dépensés ou gaspillés pour la préparation de la prochaine guerre (marchands de canons, de béton, de masques à gaz). Perpétuellement endetté, à court d'argent, l'Etat français qui ne peut compter sur le concours de la Banque de France, est à la merci des grandes banques qui, en toutes les circonstances difficiles, lui imposent leurs exigences politiques pour prix de leur concours financier toujours précaire. Aussi longtemps que la Banque de France conservera son statut actuel, les grandes banques privées seront maîtresses de déclencher n'importe quelle crise, n'importe quelle panique et d'imposer au pays un gouvernement selon leur volonté. C'est pourquoi, même si les fascistes ne sont qu'une minorité, ils mettent la liberté en péril.*

*Le peuple français doit briser les puissances d'argent s'il ne veut pas subir le triomphe du fascisme.*

**Le 20 juin 1935.**

## INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

---

Une bibliographie, même sommaire, du fascisme, exigerait plusieurs pages. Nous devons nous borner ici à quelques indications. Les discours de Mussolini et de Hitler, les journaux allemands et italiens (spécialement le *Lavoro Fascista*), les statistiques officielles et notamment celles du B.I.T., les textes législatifs et réglementaires, des livres tels que *Mein Kampf*, des articles tels que celui de Mussolini sur la doctrine fasciste dans l'Encyclopédie Italienne, traduit en français (Denoël et Steele), ou la préface de Mussolini au *Prince de Machiavel* (Helleu et Sergent) constituent, évidemment, les premières sources d'une étude sur le fascisme. D'ailleurs, l'ensemble des *Œuvres et discours de Mussolini* fait l'objet d'une publication de Flammarion, partout répandue depuis le rapprochement franco-italien, ainsi que « *L'Italie fasciste Documents* (Librairie de France). Le point de vue officiel italien sur la corporation est exprimé par M. de Michelis : *La corporation dans le monde* (Denoël et Steele).

Pour l'Italie, des ouvrages courants comme l'*Italie fasciste* de Georges Roux (Stöck 1932), *Jeunesse fasciste* de Blandine Ollivier (Gallimard 1934), la *IV<sup>e</sup> Italie* de Lachin (Gallimard 1935) sont fort influencés par la propagande fasciste, servie par un numéro publicitaire de *Vu* (août 1935), et qui a impressionné même G. Bourgin, malgré son grand effort d'impartialité (*L'Etat corporatif en Italie* F. Aubier 1935).

A l'émigration italienne, on doit notamment les livres du Pr Salvemini: *Fascist Dictatorship* (J. Cape éd. 1928), *La terreur fasciste* (Gallimard 1929), *Mussolini diplomate* (Grasset 1932) ; ceux de Silone : *des Fascismus* (Europa Verlag Zurich 1934) et le roman *Fontamara* (Rieder 1935); des revues comme les *Quaderni di Giustizia e Libertà*, et l'hebdomadaire *Giustizia e Libertà*.

L'ouvrage le plus important en français est celui de Rosenstock-Frank, préfacé par B. Lavergne, *L'Economie corporative fasciste en doc-*

**trine et en fait** (Librairie Gamber 1934). Sur le même sujet, voir **Esprit** (septembre 1934) et l'article de G. Friedmann dans **Europe** (août 1934).

Sur l'hitlérisme, qui n'a pas encore fait l'objet d'une littérature aussi considérable, signalons, parmi les livres nazis ceux de G. Feder (**Das Programm des N. S. D. A. P., Munich-Wirtschaftsfuehrung im dritten Reich**, Berlin) ; parmi les livres de l'émigration, ceux de S. Erckner (**L'Allemagne, champ de manœuvre E. S. I.**) et de E. E. Noth (**La tragédie de la jeunesse allemande** (Grasset), parmi les livres traduits du russe, ceux de O. Piatnitski (**La situation actuelle en Allemagne**, Bureau d'édition) et Varga (**La crise économique sociale politique**, Bur. d'éd.) ; parmi les livres français, ceux de M. Hermant (**Origines économiques de la révolution hitlérienne**, Musée social), W. d'Ormesson (**La révolution allemande**, Blond et Gay), E. Vermeil (**L'Allemagne du Congrès de Vienne à la révolution hitlérienne**, Ed. de Cluny). Sur le développement du parti nazi, voir C. Heiden, **Histoire du national socialisme** (Stock).

L'anglais John Strachey et l'américain Palme Dutt, comptent parmi les meilleurs critiques communistes du fascisme. La meilleure critique libérale est fournie par le **Manchester Guardian** (quotidien et hebdomadaire) et par la revue **New Statesman and Nation**.

Citons enfin les publications de la Ligue des Droits de l'Homme (**L'Illusion du remède fasciste**) ; celles, fort modérées et documentées de l'Institut Supérieur ouvrier (**Le fascisme en Italie, Les problèmes d'ensemble du fascisme**). G. Lefranc nous a communiqué son cours sur l'hitlérisme avant sa publication.



---

**COMITÉ DE VIGILANCE  
DES INTELLECTUELS ANTIFASCISTES**

Président : **PAUL RIVET**, professeur au Muséum

Vice-Présidents { **PAUL LANGEVIN**, professeur au Collège de France  
**ALAIN**, écrivain

---

**BULLETIN D'ADHÉSION**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : .....

déclare adhérer au Comité d'Action des Intellectuels  
Antifascistes et envoie à Emile Renard, 5, rue Jullien,  
Vanves (Seine), la somme de (1).....

par (2) { chèque postal (compte Renard-Paris 659.01),  
chèque barré,  
mandat-carte, mandat-lettre.

**SIGNATURE.**

(1) Minimum 20 francs.  
(2) Effacer les mentions inutiles.

==== C. V. I. A. ====

RIVET - ALAIN - LANGEVIN